

La révolution portugaise oubliée de 1974-1975, vue par le journal *Combate* (8^e et dernière partie)

Du 4 juin 1976 au 22 octobre 1976

Cette huitième et dernière partie propose la traduction des 5 derniers éditoriaux du journal *Combate* après les 42 premiers déjà publiés sur ce site¹. Chaque éditorial de *Combate* est (généralement) précédé d'une partie «Chronologie» reprise de l'excellent *Portugal, l'autre combat : classes et conflits dans la société*, de F. Avila, C. Ferreira, B. Lory, C. Orsoni et Charles Reeve (Éditions Spartacus en juin 1975, disponible en ligne) et de celui de Raquel Varela, *Peuple en révolution. Portugal 1974-1975*, paru chez Agone, en 2018². Cette chronologie ainsi que le glossaire permettront aux lecteurs de mettre en relation les analyses de *Combate* avec les principaux événements qui les sous-tendent.

Cette traduction vient compléter plusieurs textes précédemment publiés :

- le tome 1 de *Portugal 1974-1975. La révolution oubliée*, paru aux Éditions Ni patrie ni frontières en 2018. Cet ouvrage comprenait surtout la traduction du livre de Danúbia Mendes Abadia : *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie (1974-1978)* (<https://nfnf.eu/spip.php?article530>) ;
- deux préfaces (re)publiées par les éditions Vosstanie (<https://vosstanie-editions.blogspot.com/>) et traduites sur ce site : <https://nfnf.eu/spip.php?article1004> ;
- «De l'illégalité à la légalité» de João Bernardo (publié dans *Combat communiste* n° 5, mai 1975) et accompagné d'un tableau «généalogique» détaillé des groupes de gauche et d'extrême gauche portugais de l'époque (<https://nfnf.eu/spip.php?article1004>) ;
- «Portugal 1974/175. Autonomie des travailleurs, État et marché mondial» (1981) de João Bernardo, <https://nfnf.eu/spip.php?article982> ;
- le bilan collectif écrit en 2006 par cinq collaborateurs de *Combate* : <https://nfnf.eu/spip.php?article535>.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 15 juillet 2023

¹ <https://nfnf.eu/spip.php?article1009> et <https://nfnf.eu/spip.php?article1010> .

² Le livre de Varela a été écrit dans une optique résolument trotskiste, donc hostile à l'autonomie ouvrière. L'auteure se passionne pour les «divergences» au sein du MFA et les luttes entre partis et groupuscules d'extrême gauche, aussi ai-je réutilisé, dans les introductions chronologiques, uniquement les informations concernant les grèves et les luttes des ouvriers d'usine et des salariés agricoles.

4 juin 1976 (*Combate* n° 42)

Espagne : le grand camouflage

Au Portugal, le 25 avril 1974 a ouvert un vide politique que les institutions existantes n'ont pas réussi à combler immédiatement.

En Espagne aujourd'hui, les classes dirigeantes ne veulent pas courir ce risque. Tout le monde pense qu'une rupture va se produire, ce qui amène certains secteurs à parler d'une «*rupture négociée*» ou d'une «*rupture violente*». À quoi assistons-nous aujourd'hui, sinon à une tentative frénétique des classes dirigeantes de préparer les infrastructures nécessaires à cette transition ? A savoir :

- la légalisation des organisations qui se réclament traditionnellement de la classe ouvrière (partis politiques, syndicats) ;
- le contrôle de certaines organisations encore clandestines, comme les *Comisiones Obrera* (Commissions ouvrières³) ; et le contrôle de certaines commissions déjà légalisées et bureaucratisées, comme les commissions d'habitants.

De l'extrême gauche à la droite libérale, tous s'accordent à dire que seules ces infrastructures pourront permettre une transition pacifique «*vers une société plus européenne et plus démocratique*». Leurs différences consistent en des projets différents de capitalisme d'État et chacun lutte pour prendre la direction du processus.

Dans une interview récente (17 avril 1976), Ruiz Guimenez⁴, de l'*Izquierda Democrática* (parti de la droite libérale), a déclaré : «*Nous pouvons gagner la bataille démocratique sans démonstrations de force dans les rues ; une compréhension politique minimale suffit. Nous ne pouvons pas permettre l'infiltration de provocateurs menant à des confrontations avec l'extrême droite. Nous ne pouvons pas créer de prétextes pour des attitudes dictatoriales.*»

Un autre leader considéré comme plus libéral, Gil Robles⁵, de la *Federacion Popular Democratica*, a déclaré : «*Je suis favorable à la légalisation de tous les partis et de toutes les organisations. Les Comisiones Obreras sont un organisme pour la lutte de classes qui jouit d'une influence plus ou moins grande, selon les tendances. Je ne me méfie pas des Comisiones Obreras. Je crois que tout devrait être légalisé. Au Portugal, on disait : Ce sera Salazar ou le communisme. Salazar a disparu et maintenant on a le PCP.*»

Dans cette veine, le PSOE (*Partido Socialista Obrero Espanol*) a tenu un congrès syndical (les syndicats de l'UGT⁶) en avril à Madrid, et la police a reçu l'ordre de ne pas intervenir. En août dernier, lors des élections syndicales, le Parti communiste espagnol, par l'intermédiaire de ses *Comisiones Obreras*, a obtenu plus de 80% des voix.

³ Créées dans la clandestinité par le Parti communiste espagnol et des catholiques de gauche, elles lancent des grèves au début des années 1960 et sont aujourd'hui le premier syndicat en Espagne (un million de membres) suivi de près par l'UGT (*NdT*).

⁴ Ce fervent catholique, considéré comme un «falangiste libéral» (?), se détacha du franquisme à la fin des années 1950 pour s'y opposer. Le parti qu'il fonda en 1975 disparut en 1979, et ses membres adhèrent soit à l'UCD (parti démocrate-chrétien qui lui-même disparut en 1983) soit au Parti socialiste, le PSOE (*NdT*).

⁵ Militant catholique et monarchiste, très proche de Franco et de Salazar avant la Seconde Guerre mondiale, il devint l'un des avocats des *Comisiones obreras* en 1969, ce qui lui permit d'acquérir la stature d'un «opposant modéré» au franquisme. Sa «Fédération populaire démocratique», rassemblement de groupuscules démocrates-chrétiens, ne vécut que quatre années, de 1975 à 1979 (*NdT*).

⁶ Union General de los Trabajadores : syndicat fondé en 1888, et très lié au Parti socialiste dès ses origines. Dans les années 1930, il comptait près d'un million de membres mais, après la guerre civile de 1936-1939, le syndicat fut dissous et ses dirigeants durent s'exiler en France. L'UGT se reconstitua clandestinement durant les années 1950 et 1960 en Espagne et comptait, lors de sa légalisation en 1977, 500 000 membres – un peu moins d'un million aujourd'hui (*NdT*).

Il est intéressant de noter qu'il existe une grande différence entre le «*processus de libéralisation*» de Marcelo Caetano* et le processus qui se déroule en Espagne aujourd'hui. Ce président du Conseil des ministres portugais était limité par une économie dépassée, une guerre coloniale sur trois fronts et un appareil d'État fort. En Espagne, outre le fait que le processus de décolonisation a déjà eu lieu, le capitalisme a franchi deux étapes importantes au cours des deux dernières décennies :

1) Les grandes réformes économiques de 1959-1963, qui ont permis de créer des marchés plus libres ; un flux de capitaux internationaux (surtout américains) plus important ; une plus vaste rationalisation des circuits économiques (aux mains des secteurs monopolistes) ; une redéfinition des relations entre les entreprises ; et, au sein des entreprises, l'adoption de techniques de prévision et de planification plus modernes, contribuant ainsi à une politique économique unifiée de la classe dirigeante.

2) Les grands projets d'étatisations (à partir de 1970, avec la «nationalisation» de certaines banques et de la SAPSA – électricité et pétrole⁷.

Cela a entraîné, d'une part, la désaffection de certains secteurs traditionnels (les vainqueurs de 1939) et d'autre part, une situation de crise des institutions provoquée par le renforcement considérable du rôle économique de l'État, sans contrepartie en termes de structures politiques adéquates.

Parmi les projets destinés à une reconversion «pacifique» du système, celui préconisé par Fraga Iribarne⁸ (actuel ministre de l'Intérieur et candidat à la présidence du gouvernement) n'est pas un projet centriste ordinaire, mais plutôt un plan capitaliste d'État. Fraga lui-même prône «*la nécessité de parvenir à former un Parti socialiste fort et unifié, capable de dialoguer avec le gouvernement en tant que représentant d'un large secteur populaire*».

Certains secteurs traditionnels s'opposent à la tendance au renforcement du capitalisme d'État. En Espagne, on les a surnommés les «bunkers» parce qu'ils veulent bloquer le développement du capitalisme moderne⁹. La force politique et économique de ces secteurs découle fondamentalement du fait que :

- la banque privée détient encore certains monopoles ;
- l'administration et l'organisation de certaines entreprises demeurent faibles ;
- il existe des régions agricoles sous-développées (Andalousie et Estrémadure) ;
- l'organisation syndicale unique, regroupant les patrons et les ouvriers, ne réussit pas à contrôler les mouvements des travailleurs ;
- le système de Sécurité sociale fonctionne mal et il n'y a pas assez d'écoles publiques, etc ;
- l'appareil d'État est centralisé à Madrid.

Mais la tendance au capitalisme d'État en Espagne semble inéluctable ; les infrastructures économiques sont déjà en place et les appareils d'endiguement social sont en cours d'institutionnalisation. Les différents conflits au sein de la classe dominante (entre les capitalistes privés et les défenseurs des projets du capitalisme d'État) seront résolus en temps voulu, en fonction des rapports de force et de l'efficacité des différents projets.

Mais tout cela n'a rien à voir avec le combat des travailleurs pour développer leurs organisations autonomes, fonder leurs propres institutions, créer et développer des rapports de production communistes, et lutter sur tous les fronts contre le mode de production capitaliste, quelle que soit sa forme.

L'interview des salariés de la «Telefónica» publiée dans notre dernier numéro montre comment les travailleurs ont dû dépasser les organisations existantes (ici, les *Comisiones Obreras*) afin de développer leur

⁷ Dans les années 1940, Franco imposa déjà une très forte intervention de l'État, qui se traduisit par la politique des Instituts du blé, les grandes banques à capitaux mixtes (État-capital privé) et la création de l'Institut national de l'industrie. L'objectif de ces banques mixtes était de forcer le capital accumulé par les grands propriétaires fonciers à s'investir dans l'industrie, sans tenir compte de leurs souhaits. A titre de curiosité, on peut signaler que 23,1% de l'économie était détenue par l'État en 1972.

⁸ Manuel Fraga Iribarne (1922-2012) : avocat, puis fonctionnaire du ministère de l'Éducation ; ministre du Tourisme et de l'Information de Franco (1962-1969) et ministre de l'Intérieur (1975-1976). En 1976, il forme le parti Réforme démocratique qui se transforme en Alliance populaire (AP) en 1977 et recycle de nombreux anciens franquistes. L'AP se transforme en Parti populaire en 1989. Élu président de la Communauté autonome de Galice quatre fois, de 1989 à 2005 (*NdT*).

⁹ Les «bunkers» comprennent certains noyaux politiques des vainqueurs de la guerre civile en 1939, ainsi que quelques survivants des grandes réformes de 1959-1963.

lutte. À Vitoria (en mars 1976), après l'assassinat de 5 personnes par la police, la situation devint temporairement hors de contrôle et ce n'est qu'avec l'aide des *Comisiones Obreras* clandestines que le gouvernement a réussi à reprendre le contrôle. Voilà un exemple typique de la façon dont les organisations se réclamant de la classe ouvrière entravent la lutte révolutionnaire, parce qu'elles réduisent la lutte à une simple prise de pouvoir au sommet des divers appareils.

Dans des éditoriaux précédents, nous avons évoqué l'internationalisme – un slogan claironné par les partis dits de gauche, mais qu'ils ne mettent jamais en pratique, parce qu'ils se rabattent toujours sur l'« indépendance nationale », c'est-à-dire sur le développement du capitalisme d'État avec le maintien des frontières. L'internationalisme n'est pas un slogan vide : quand des travailleurs de l'Andalousie ou de l'Alentejo¹⁰ s'entraident dans la lutte pour leurs intérêts communs, ils combattent ensemble l'ennemi commun – le Capital. Les frontières sont créées dans l'intérêt du Capital pour mieux contrôler le prolétariat dans chaque pays, et ainsi empêcher leur unité dans la lutte.

Nous respectons les différences culturelles entre les peuples de la Péninsule ibérique (Alentejo, Beiras¹¹, etc., ainsi que les peuples de l'Euzkadi [Pays basque] et de la Catalogne), mais le capitalisme est un système international et il ne peut être détruit qu'en abattant ces barrières artificielles entre les différents peuples. Alors que les partis de gauche en Espagne considèrent la fédération des partis politiques comme le seul moyen de sortir de la crise actuelle, nous pensons que la fédération d'organisations ouvrières autonomes créées dans le cadre des luttes concrètes représente la seule voie vers une société sans exploitation.

C'est seulement de cette manière que la classe ouvrière mettra fin au système capitaliste une fois pour toutes et construira un nouvel ordre politico-social dans lequel les travailleurs eux-mêmes géreront à la fois le processus de production et l'ensemble de la vie sociale, afin de mettre progressivement fin au pouvoir des spécialistes de la gestion, en étendant les connaissances à tous les travailleurs.

¹⁰ Région de grandes propriétés agricoles (blé, liège, huile d'olive et vin) située au sud du Portugal et où le PCP jouissait d'une forte influence (*NdT*).

¹¹ Beiras : ensemble de 5 régions situées au centre du Portugal (*NdT*).

23 juin 1976 (*Combate* n° 43)

NI OTELO, NI EANES, POUR LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE !

Pour développer la société communiste, le mouvement ouvrier n'a pas besoin de «représentants» distincts de son contrôle direct ; il n'a pas besoin de «drapeaux» externes à sa propre pratique. Avec ses avancées et ses reculs, la lutte des travailleurs doit imposer, dans la pratique, des institutions alternatives au système des représentants, des parlementaires et de l'État.

La révolution ne passe ni par le parti X ou le parti Y, ni par Ramalho Eanes* ou Otelo de Carvalho^{12*}.

Nous nous sommes toujours opposés à toutes les organisations ou groupes politiques qui escamotent le danger réel du capitalisme d'État en affirmant que le capitalisme privé serait le seul ennemi, le tout en ânonnant le slogan de la «*lutte contre le fascisme*». Depuis le 25 novembre 1975, et même avant, ils désignent les «privatisations» comme l'un des dangers principaux. En réalité, la faible base sociale du capitalisme privé nous indique que l'action du prolétariat doit se concentrer sur la lutte contre le capitalisme d'État.

La campagne présidentielle actuelle nous le montre à nouveau : une lutte pour le pouvoir se déroule entre les différents groupes de capitalistes d'État – essentiellement les mêmes que ceux qui étaient déjà apparus le 25 novembre 1975.

Dans des éditoriaux précédents, nous avons expliqué que le 25 novembre 1975 n'a abouti qu'au renforcement de quelques groupes de capitalistes d'État qui ont réussi, en éliminant d'autres groupes au sein du gouvernement, à imposer une manière de gouverner – c'est-à-dire un certain projet politique, social et idéologique visant à assujettir et réprimer les exploités (cf. *Combate* n° 31, 32 et 33). Mais cette unification de certains groupes de la classe dominante par le biais d'un projet de contrôle et de répression des travailleurs, n'est pas la seule condition pour qu'ils puissent la mettre en pratique. Ils ont également besoin de s'entendre entre eux, de résoudre leurs conflits internes, et le PS propose une solution avec la constitution d'un gouvernement homogène.

Enfin, ils doivent être en mesure de l'imposer aux exploités. A ce jour, nous constatons que cet objectif n'a pas été atteint : les luttes des travailleurs n'ont pas cessé, même face à la répression qui s'est intensifiée depuis le 25 novembre 1975 et qui, pour reprendre les termes des députés du PS, aura tendance à augmenter. Ce n'est pas par hasard qu'Eanes place ce point au centre de sa campagne et de ses préoccupations.

Les capitalistes d'État victorieux après le 25 novembre 1975 ont trouvé en Ramalho Eanes l'homme qui pourrait sécuriser et consolider leur projet de gouvernement. Notez le rôle important qu'il a joué dans la restructuration de l'armée en la transformant en un corps strictement discipliné et opérationnel.

Les groupes de capitalistes d'État éliminés du gouvernement après le 25 novembre 1975 se sont apparemment regroupés derrière Otelo, tout comme ils l'avaient fait avant cette date. Avec une différence : leur passage dans l'opposition a renforcé l'union de tous ces groupes, qui semblent aujourd'hui former un front plus homogène.

Dans notre éditorial du 28 novembre 1975 nous avons déjà dit, et nous le répétons aujourd'hui, que ce courant a pour objectif de reconstruire l'appareil d'État, uniquement à partir des organisations bureaucratisées issues du mouvement ouvrier. Et nous avons ajouté : «*C'était la ligne du PC, à partir du V^e Gouvernement¹³ jusqu'à très récemment, du FUR*, de l'UDP* et autres courants similaires, ainsi que des personnalités*

¹² Généralement appelé «Otelo», ce que nous ferons par la suite (*NdT*).

¹³ Avant que le système démocratico-parlementaire portugais se stabilise, il y eut six gouvernements provisoires : le premier du 16 mai 1974 au 11 juillet 1974 ; le deuxième du 12 juillet 1974 au 30 septembre 1974 ; le troisième du 30 septembre 1974 au 26 mars 1975 ; le quatrième du 26 mars 1975 au 8 août 1975 ; le cinquième du 08 août 1975 au 19 septembre 1975 ; et le sixième du 19 septembre 1975 au 23 juin 1976 (*NdT*).

militaires qui prétendent se présenter directement aux masses sans passer par le canal d'un parti (comme Otelo en particulier). C'est dans ce sens qu'ils parlent de "pouvoir populaire" : ils veulent construire un nouvel appareil d'État (le "pouvoir") sur la base des organisations "populaires" bureaucratisées. Au fur et à mesure du développement de ce processus, même ces organisations bureaucratisées seraient éliminées ; mais entre-temps, leur fonction démagogique et mystificatrice donnerait à la classe dirigeante suffisamment de temps pour reconstruire le pouvoir d'État.»

Nous lisons dans l'organe du PRP* : *«la figure d'Otelo, grâce à ce que le COPCON a fait – le soutien à l'occupation des maisons et des champs, aux travailleurs en lutte, aux manifestations révolutionnaires–, après son arrestation le 25 novembre 1975, à cause de ce qu'il est, permet, en ce moment, un grand mouvement de masse autour de lui, qui peut unifier les travailleurs et les révolutionnaires. Sa candidature sera un drapeau autour duquel la gauche se mobilisera contre le fascisme et pour la révolution socialiste, seul moyen d'entamer la résolution des problèmes des exploités¹⁴».*

Ces gens prétendent que la candidature d'Otelo va unifier le mouvement de masse. Mais comment peut-on unifier un mouvement qui n'a aucune base pratique pour une action autonome ?

Le mouvement que ces gens souhaitent créer vise à soutenir une candidature qui, en soi, est extérieure à la pratique sociale des travailleurs. Alors que de nombreux travailleurs se battent actuellement pour leurs propres revendications, dont beaucoup sont communes aux larges masses du prolétariat, ces luttes se déroulent de façon isolée dans chaque secteur de l'économie, sans aucune base commune d'organisation et d'unification. Mais ce n'est pas au sein de ce mouvement ouvrier qu'émerge le soi-disant *«mouvement unificateur des travailleurs»*. Il est apparu parallèlement à la pratique réelle de la lutte ouvrière et a des *«objectifs politiques»*, comme le diront les partis qui l'animent. Cette séparation entre *«objectifs économiques»* et *«objectifs politiques»* caractérise la stratégie des avant-gardes politiques, puisqu'elles préconisent la division entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas et ont besoin d'être dirigés, pour justifier la nécessité actuelle des partis, afin de mettre en avant, demain, la nécessité de l'État.

Le véritable objectif de ces partis est de s'agiter un peu en vue de recruter davantage de membres, si possible en puisant parmi les membres les plus actifs des autres partis – en d'autres termes, les mouvements des travailleurs ne les intéressent que s'ils peuvent leur servir à accroître leurs effectifs. La candidature d'Otelo permet d'unifier les différents petits partis ayant les mêmes objectifs de gouvernement (de l'UDP* au FSP*, en passant par le PRP* et le MES*) qui sont encore divisés aujourd'hui (c'est pourquoi ils prônent la création d'un *«front de masse»* commun) et d'accroître leur base militante.

Nous avons également écrit dans un précédent éditorial : *«Si les travailleurs ne voient pas d'autres solutions alternatives tactiques que de soutenir l'une ou l'autre des fractions de la classe dominante, cette attitude sera fatale pour le développement des formes communistes de lutte.»*

C'est pourtant ce qui se passe aujourd'hui, puisque de larges pans des masses travailleuses, dans tout le pays, mais principalement dans le sud, souvent par l'intermédiaire de leurs plus hautes instances décisionnelles (réunions plénières et assemblées générales des travailleurs) soutiennent la candidature d'Otelo.

Mais pourquoi ces travailleurs soutiennent-ils aujourd'hui un modèle de capitalisme d'État présenté par l'ancien commandant du COPCON ? Pour l'expliquer, il nous faut analyser les processus de lutte au Portugal depuis le 25 avril 1974 car Otelo peut bénéficier du soutien :

- de commissions de travailleurs et de commissions d'habitants bureaucratisées qui, en raison de leur pratique, soutiennent la nécessité de centres de décision extérieurs à leur pratique de lutte ;
- de travailleurs qui, en raison des formes limitées de lutte dans lesquelles ils ont été impliqués, ne distinguent pas clairement la possibilité d'une solution alternative ouvrière, et préfèrent donc choisir parmi les candidats celui dont ils pensent qu'il défendra le mieux leurs intérêts ;
- de travailleurs qui ont une pratique révolutionnaire dans leur unité de production, qui ont lutté contre les syndicats et contre toutes les autres institutions bureaucratisées, mais qui n'envisagent pas la possibilité que la société puisse s'organiser sans l'État, sans intellectuels qui dirigent l'économie d'en haut. En effet, au Portugal, les pratiques de lutte les plus avancées n'ont pas cessé d'être ponctuelles, localisées dans l'usine, dans le quartier, dans les campagnes. La pratique de la lutte ne s'est pas généralisée, ce qui aurait permis de créer des institutions d'un nouveau type, nées dans la pratique à partir de l'unification des luttes, et qui remplaceraient

¹⁴ *Revolução*, 27 mai 1976, p. 12.

l'appareil d'État. *L'unification autonome* des luttes au Portugal a été jusqu'à présent très limitée et même sporadique – elle a pris la forme de manifestations de solidarité spontanées et éphémères. Nous ne devons pas être surpris qu'au Portugal, de nombreux travailleurs révolutionnaires considèrent Otelo comme un espoir ;

– de travailleurs qui voient clairement quelle pourrait être la solution alternative ouvrière au niveau organisationnel, mais qui considèrent que la campagne autour d'Otelo pourrait encourager les travailleurs et leur donner la force de poursuivre leur lutte autonome. En d'autres termes, ces camarades parient sur le débordement d'Otelo par le mouvement autonome des travailleurs.

Nous pensons que cette hypothèse est peu probable : en effet, nous ne connaissons pas de processus (ou de symptômes d'un tel processus) au cours duquel les travailleurs auraient commencé à profiter de la situation actuelle pour consolider leurs propres formes d'organisation. Même si même si cela devait arriver, il nous semble que la position révolutionnaire serait de soutenir *ce mouvement autonome et de démythifier totalement ce que dissimule la candidature d'Otelo*. Toute autre position contribuerait à créer de nouvelles illusions au sein du mouvement ouvrier et renforcerait finalement les objectifs de l'UDP, du PRP et compagnie.

Pour des raisons tactiques, le PCP ne peut soutenir Otelo parce qu'il a d'abord misé sur l'hypothèse d'une «majorité de gauche» et sur le fait que le PS serait obligé d'accepter un candidat commun. Mais surtout, pour des raisons liées au 25 novembre 1975, il ne peut plus jouer la carte d'Otelo, et ne pourra empêcher certains de ses membres les plus radicaux de désobéir à ses consignes et de soutenir Otelo. Enfin, pour le PCP, il est risqué aujourd'hui de flirter avec des groupes minoritaires d'extrême gauche dans la mesure où il se préoccupe beaucoup des résultats électoraux, qu'il observe l'évolution des différents partis communistes européens et cherche plus volontiers à s'allier avec les socialistes.

Otelo est donc un candidat «populiste». Ce populisme est fondé sur certains mythes auxquels croient les travailleurs, en raison des caractéristiques et des limites de la lutte autonome. Ces mythes sont entretenus et développés par les organisations politiques qui le soutiennent et reposent sur les actions concrètes d'Otelo, principalement lors de son passage à la direction du COPCON : les occupations de maisons qui n'ont pas été réprimées ; le transport d'engrais vers l'Alentejo dans des camions militaires ; la position prise lors de la disparition d'armes à Beirolas* et d'innombrables tirades démagogiques contre le fascisme et en faveur des travailleurs ; le fait qu'Otelo ait été une personnalité liée au 25 avril 1974 ; le mythe des «Forces armées libératrices» ; le fait qu'il n'ait pas directement réprimé les travailleurs en lutte et se soit prétendu apartidaire¹⁵ ; le fait que, pour de nombreux ouvriers, les partis ont eu un comportement nuisible sur leurs lieux de travail et dans leurs luttes, et que ces travailleurs se sont battus au sein des coopératives, des entreprises autogérées, etc. ; le fait que les partis aient pris leurs distances vis-à-vis de ces mouvements. Lorsque nous pensons à tous ces facteurs, nous réalisons à quel point la candidature d'Octávio Pato* suscite peu de sympathie et nous comprenons jusqu'où peut aller la démagogie d'Otelo...

Mais un doute persiste : pourquoi aujourd'hui de nombreux travailleurs soutiennent-ils Otelo, alors qu'ils ne lui ont accordé aucun soutien lors du 25 novembre 1975 ? Les raisons les plus profondes de ces différences de comportement tiennent à la nature des deux processus :

– le 25 novembre 1975, seuls les travailleurs réellement convaincus qu'Otelo incarnait la solution à leurs problèmes pouvaient le soutenir, parce que ce soutien, à ce moment-là, impliquait un risque ;

– aujourd'hui, ils ne courent aucun risque – il s'agit seulement de choisir un candidat parmi les quatre qui leur sont proposés.

¹⁵ Apartidaire «*Au Portugal, la lutte des travailleurs forgea un nouveau terme pour le dictionnaire de la classe ouvrière, le mot "apartidaire"*» (Danubia, Mendes Abadia, 2018) ; «(...) c'est au Portugal que le mouvement autonome a inventé le terme "apartidarisme", néologisme reconnu et accepté au moins dans les pays d'expression latine ; il désigne la capacité d'unifier la classe ouvrière au-dessus de la division en partis, et souvent contre elle et contre eux. Non seulement l'apartidarisme se distingue de l'apolitisme, mais il en est l'exact opposé. Il s'est agi, pour le mouvement autonome, de s'assumer comme directement politique, sans recourir pour autant à la médiation des partis» (João Bernardo, 1991, p. 363), *NdT*.

28 juillet 1976 (*Combate* n° 44)

DE LA GRÈVE A L'ABOLITION DU SALARIAT...?

Dans l'ordre social existant, le droit au travail équivaut au «droit à la survie» (tout autre moyen est considéré comme «marginal»). Comme le montre le niveau actuel du chômage, les travailleurs ont perdu depuis longtemps le droit de vendre leur force de travail sur le marché libre – cette grande «avancée» de la révolution capitaliste. Ils ne pourront résoudre le problème et transformer le travail aliéné en une activité créatrice, dirigée et organisée par eux, que s'ils prennent en charge l'organisation globale de la société.

Jour après jour, les travailleurs se battent contre le chômage, contre des mises à pied et des licenciements. Le 7 février 1975, ils ont tenté, pour la première fois après le 25 avril 1974, d'unifier les diverses luttes à travers un organe commun, l'«Inter-entreprises». Ainsi, on peut lire dans la «fiche d'information des réunions de travailleurs inter-entreprises» de l'époque :

«Non au chômage – Oui au droit au travail !

Récemment, plusieurs formes de lutte ont été adoptées pour garantir ce droit. Dans de nombreux cas, si ce n'est dans tous les cas, les travailleurs occupent les lieux de travail, organisent des manifestations, ou font grève sans avertissement préalable.

Oui à la grève – Non au lock-out !

Dans de nombreuses entreprises, la lutte contre le chômage et les licenciements a consisté à refuser de faire des heures supplémentaires. C'est le cas de la Siderurgia [Nacional] où la position ferme des travailleurs qui ont refusé de faire des heures supplémentaires a permis la création de 700 nouveaux emplois.*

A EFACEC et à ACTA, la lutte a porté sur l'embauche définitive de tous les travailleurs qui n'étaient pas des salariés permanents. Aux CTT¹⁶, 279 travailleurs occasionnels ont déjà été embauchés.

Il est également facile de vérifier que, si l'on réduit la quantité d'heures de travail par personne, plus de travailleurs auront un emploi. Par exemple, si 2 millions de travailleurs travaillent une heure de moins par jour, ils pourront créer 2 000 000/8 heures = 250 000 nouveaux emplois. La richesse produite restera et sera répartie de manière à ce que davantage de familles aient du pain et que le ventre des patrons soit un peu moins gros.»

Mais l'unification des luttes, qui semblait s'être produite spontanément, a rapidement éclaté en de multiples luttes partidaires. Aujourd'hui, un an et quelques mois plus tard, la bureaucratisation des commissions de travailleurs¹⁷ est plus marquée et il est plus évident que les prolétaires en général ne sont pas encore conscients de la nécessité de cette unification, bien que, dans la pratique, ils aient parfois dépassé le cadre du lieu de travail.

L'État s'est renforcé depuis lors, surtout après le 25 novembre 1975, et il tente d'imposer, de manière cohérente et unifiée, la répression contre les travailleurs ; petit à petit, des lois ou des projets de loi voient le jour : la régularisation du marché du travail, la loi antigrève et la création du «Quadro de Adidos¹⁸» dans la

¹⁶ EFACEC était une entreprise spécialisée dans les moteurs électriques, entrée en Bourse en 1969 ; elle existe toujours et est devenue une multinationale importante ; les CTT correspondaient aux PTT françaises qui assuraient donc la distribution du courrier et les services téléphoniques (*NdT*).

¹⁷ La bureaucratisation est due à l'éloignement des représentants par rapport au collectif des travailleurs qui les ont élus directement. Certes, les représentants assument souvent le statut de mandataires au-delà de la lutte et des objectifs pour lesquels ils ont été élus, mais les travailleurs ne sont pas toujours conscients de la nécessité d'un contrôle complet et permanent sur ceux qui les représentent.

¹⁸ *Quadro de Adidos* : statut créé pour inclure les travailleurs considérés comme surnuméraires par rapport au «bon fonctionnement» de la fonction publique. Ces travailleurs recevaient un salaire inférieur à celui qu'ils gagnaient auparavant, et pouvaient être contraints de changer de lieu de travail, voire de région.

fonction publique, tout en récupérant les organisations de travailleurs et en essayant de les mettre strictement à leur service (comme en témoigne la législation récente, en cours de discussion, sur le contrôle ouvrier).

Et on peut en trouver une preuve significative dans le *Diário da República* du 7 juillet 1976 : «*En raison de circonstances de diverses natures, extérieures ou intérieures à la vie de l'entreprise elle-même, il n'est donc pas possible [à une société] d'utiliser, dans des limites raisonnables, la force de travail qui est produite par son personnel. [...]*

Article 1 – Lorsqu'il est constaté qu'une société opère dans des conditions économiques inacceptables qui ne permettent pas, de manière durable, la pleine utilisation des ressources humaines à sa disposition, ce qui entraîne la création de situations de sous-emploi pour une grande partie des travailleurs, l'État pourra, par l'intermédiaire du ministère de tutelle, prendre les mesures les plus judicieuses.»

Ces mesures de «*protection du droit au travail*» peuvent se traduire par des licenciements, des fermetures d'usines et la réduction du temps de travail – donc la baisse des salaires – ou bien l'«*utilisation intégrale de la force de travail*» – c'est-à-dire l'augmentation de l'exploitation.

Entre la situation passée et la situation présente, une différence étonnante apparaît... Autrefois, on avait le droit d'être exploité par l'un des nombreux patrons privés existants, désormais on a le droit d'être exploité par un seul – L'ÉTAT.

Les travailleurs ne veulent pas être exploités : ils sabotent, ils revendiquent, ils font grève, ils organisent des mouvements. En revanche, les cabinets ministériels organisent des licenciements, les partis divisent, les syndicats accusent les travailleurs d'être des «*aventuriers*» qui «*sabotent le processus révolutionnaire*» ; des mouvements qui se prétendent «*unitaires*» tentent de se substituer aux travailleurs. De plus en plus, les exploités devront chercher de nouvelles formes de lutte.

Quelles formes de lutte ? Quelles grèves ?

La grève est la forme de lutte la plus immédiate à laquelle ont recours les travailleurs pour imposer leurs revendications au patronat. Les objectifs de leur combat – l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail, etc. – ne sont pas suffisants pour remettre en cause le système capitaliste lui-même, et sont parfois même nécessaires à son évolution (par exemple, lorsque le capitalisme a besoin d'accroître les modes de consommation, ou qu'il doit restructurer ses formes d'organisation ou de gestion. C'est le cas du récent projet sur le contrôle ouvrier, qui prétend faire «*participer*» les travailleurs et les rendre responsables de l'efficacité capitaliste).

Ce ne sont pas les objectifs de la lutte qui affaiblissent et minent le système capitaliste, mais *les formes d'organisation auxquelles recourent les travailleurs*. Les exploités s'organisent collectivement, en totale opposition avec le système capitaliste, qui est fondé sur la division, sur la spécialisation des fonctions et la hiérarchie. Le capital craint ces formes collectives d'organisation et fait tout ce qu'il peut pour les éviter, en utilisant la répression directe par l'appareil policier, ou en tablant sur la répression indirecte grâce aux médias, aux syndicats et aux partis ; en entretenant la division parmi les travailleurs ; et en jouant sur la bureaucratisation de leurs organes de lutte.

En bref, l'objectif de la lutte du prolétariat n'est pas d'exiger l'abolition du salariat dans des conditions différentes mais plutôt l'abolition du salariat dans chaque lutte, quelle qu'elle soit : la conscience des travailleurs change et de nouvelles formes d'organisation apparaissent. C'est par la lutte et la création de formes d'organisation communistes que la conscience se forme et se renforce.

Parfois, une grève, si elle est très puissante, peut déborder du terrain économique au terrain social, et permet aux ouvriers de délimiter clairement qui est pour eux et qui est contre eux. Une grève qui n'est pas totalement entravée par les formes d'organisation créées et les connaissances acquises au cours de celle-ci, pousse au niveau de la conscience ce qui était resté jusqu'alors au niveau de l'inconscient. Le cas des luttes dans le bâtiment (en novembre 1975) l'illustre bien. Utilisée au départ par le PCP pour faire pression sur le gouvernement, puis par l'UDP afin de renforcer sa position au sein de l'appareil syndical, à partir d'un certain moment l'offensive ouvrière n'a plus permis à des forces extérieures de contrôler la lutte. La classe ouvrière a rapidement dépassé le terrain économique et, à partir de là, le gouvernement s'est retrouvé séquestré¹⁹ en un

¹⁹ Le palais de Sao Bento, qui abritait à la fois le Parlement et les appartements du Premier ministre, a été l'objet de nombreuses manifestations de masse dans les années 1974 et 1975, mobilisant tour à tour, les

instant – Et oh, comble de l’horreur, ce gouvernement sentit une telle détresse qu’il se mit lui-même se met en grève²⁰ !

Mais s’ils ont pu échapper à l’emprise des partis et des syndicats, ils n’ont pas réussi à créer une structure à eux, autonome – ce qui a permis aux dirigeants syndicaux de profiter de la nuit pour entamer des négociations avec le gouvernement et trahir les grévistes.

Dans certains secteurs qui sont directement au service d’autres travailleurs (boulangeries, santé, etc.), la lutte des exploités ne jouit pas toujours de conditions favorables à son développement. Certaines actions peuvent susciter l’hostilité des couches exploitées qui sont directement touchées. Dans ce cas, les formes d’organisation et les actions lancées doivent, dans la mesure du possible, établir un lien étroit avec la population que ces travailleurs servent, en gagnant sa confiance et son soutien.

La récente lutte qu’ont planifiée les boulangers nous en offre un bon exemple. Les couches les plus défavorisées étant les plus affectées par le manque de pain, les formes de lutte ont été mûrement réfléchies, tout en faisant pression sur le patronat pour gagner le soutien du reste des exploités. Si la fermeture des boulangeries permet au Capital d’utiliser tous les moyens à sa disposition (y compris les médias) pour tenter de diviser les travailleurs, les grévistes sont aussi capables de concevoir des formes de lutte grâce auxquelles ils sauront utiliser leur lieu de travail pour renforcer la solidarité avec d’autres travailleurs par le biais de l’information directe, ce qui peut conduire à des formes d’unification fondées sur des intérêts communs.

La situation inverse s’est produite avec la grève des chauffeurs de bus à Porto. Le manque de transports a provoqué le mécontentement d’une grande partie de la population.

Il convient de souligner qu’il est parfois très difficile de surmonter ces contradictions, par exemple, quand les éboueurs ou les infirmières font grève, car l’absence de prestation de services implique de sérieuses pertes. Dans ce cas, les grévistes doivent s’efforcer de diffuser au maximum l’information à la population affectée, afin que les raisons de la lutte soient comprises et que la manipulation de forces extérieures aux intérêts communs des exploités ne cause pas de divisions.

Les grèves ne sont jamais une fin en soi, mais un moyen. Un moyen d’exprimer un refus, une voie vers une perception toujours plus consciente d’une organisation sociale qui nous opprime, nous tue à petit feu.

Le mode de perception que la lutte met à la disposition des travailleurs est complètement brouillé par les partis et tous ceux qui considèrent le prolétariat comme une classe incapable de réaliser par elle-même ses objectifs émancipateurs, une classe sans volonté, incapable de se libérer elle-même.

C’est ainsi qu’apparaissent ces «sauveurs» qui ne sauveront personne, hormis eux-mêmes. La mission de ces messies, de ces «éducateurs du peuple» et de ces «avant-gardes» est de donner *leur* conscience aux exploités «inconscients». Mais l’émancipation des travailleurs n’a rien à voir avec le spectacle des idéologies, avec la conscience que leurs «sauveurs» ont de la réalité. Leur libération dépendra avant tout de la pratique de la lutte, de la création de formes alternatives d’organisation qui aboliront la hiérarchisation, la division entre dirigeants et exécutants.

La société communiste sera le produit de la lutte permanente contre l’exploitation et l’oppression. Elle se développera dans la lutte, à travers ce que nous parviendrons à créer à chaque instant.

fonctionnaires, les paysans, les producteurs de lait et les travailleurs du secteur des produits laitiers, les handicapés des forces armées, les commissions d’habitants et les habitants des bidonvilles, etc. (*NdT*).

²⁰ Le 20 novembre 1975, cinq jours avant l’instauration de «l’état de siège» dans la vaste zone de la région militaire de Lisbonne, le Premier ministre du 6^e Gouvernement provisoire, l’amiral Pinheiro de Azevedo, annonça que l’exécutif allait suspendre ses activités jusqu’à ce que le président de la République et chef d’état-major des forces armées, Costa Gomes, crée les conditions nécessaires pour gouverner. La «grève» du gouvernement prit fin huit jours plus tard, le 28 novembre 1975 (*NdT*).

19 septembre 1976 (*Combate* n° 45)

Tout va bien... L'ordre règne au Portugal

Beaucoup de gens affirment qu'un coup d'État fasciste va bientôt se produire, que les grands propriétaires terriens et les patrons vont revenir. Mais ceux qui diffusent ce message de quoi ont-ils apparemment si peur ? D'ailleurs, qui a intérêt à un coup d'État qui ramènerait le fascisme et les patrons ?

Une simple analyse de l'évolution de la situation économique et sociale ne suggère pas la possibilité d'un tel coup d'État.

Au contraire, les gouvernants actuels préparent les mesures répressives internes nécessaires pour contenir la révolte des prolétaires, en même temps qu'ils essaient de réactiver l'économie.

Ni le gouvernement actuel, ni les partis les plus conservateurs (PPD* et CDS*) ne parlent de «privatisations» – ils discutent de la meilleure manière de planifier l'économie qui se trouve entre les mains de l'État, et de la meilleure façon d'exploiter les travailleurs, pour extorquer plus de travail et de meilleure qualité, plus d'heures de production – ils veulent améliorer la productivité capitaliste par tous les moyens.

Pendant ce temps, les loyers vont augmenter tout comme les prix des denrées alimentaires ; le chômage va continuer à progresser en même temps que les expulsions des maisons occupées ; les limitations du droit de grève se poursuivront et les accusations de la police contre les protestations des exploités parlent déjà d'elles-mêmes.

Face à cela, allons-nous rester chez nous à regarder *Heidi*²¹ et *Kung Fu*²², allons-nous nous soumettre à une exploitation croissante, à une répression toujours plus violente ?

L'appareil d'État renforce ses lois et les effectifs de la police parce qu'il craint que nous ne restions pas passifs.

Débarassons-nous de la peur infondée d'un retour au capitalisme privé et combattons l'État qui commande tous ces changements !

Par ailleurs, que nous montre le développement capitaliste international ? Que les pays européens renforcent de plus en plus leurs appareils d'État respectifs et que les liens entre les États se renforcent. Comment pouvons-nous penser à un coup d'État fasciste alors que, même en Espagne, les forces du capitalisme privé cèdent du terrain place aux forces du capitalisme moderne !

Qui soutient internationalement le fascisme au Portugal ?

Il est possible que le gouvernement PS ne tienne pas et que diverses coalitions entre le CDS, le PPD et le PS se renforcent. Ces gouvernements (ou ceux qui aspirent à former ces gouvernements) se distinguent de l'actuel pouvoir, avant tout, par les façons dont ils répriment les travailleurs.

Mais alors, pourquoi les partis et les groupuscules répandent-ils des rumeurs et alertent-ils contre la menace de l'arrivée du fascisme ? Pourquoi essaient-ils de nous effrayer ?

Parce que, en même temps qu'ils diffusent la peur, ils offrent la recette de la sécurité, c'est-à-dire l'intervention de leurs organisations partidaires ou pseudo-partidaires. Conscients que les prolétaires ne se laissent pas enrégimenter facilement, ces soi-disant partis révolutionnaires ont tenté de le faire plus indirectement par le biais des organismes dits «unitaires», qui regroupent tous les politiciens professionnels (la

²¹ *Heidi* : publié en 1880, ce roman raconte l'histoire d'une orpheline (Heidi) qui vit d'abord dans les montagnes suisses, puis chez une riche famille de Francfort dont la fille, Clara, est infirme. Ce roman est devenu un dessin animé en 1974, puis une série télévisée en 1978 (*NdT*).

²² *Kung Fu* : série créée, pour la première fois, par Bruce Lee et diffusée entre 1972 et 1975. Elle raconte l'histoire d'un moine, né d'un père américain et d'une mère chinoise, qui a tué le neveu de l'empereur de Chine et se réfugie aux États-Unis (*NdT*).

fameuse «conscience» des exploités) aspirant au pouvoir, dont les GDUP* sont le dernier résultat. Ils répandent la peur parce qu'ils ont peur de voir comment les travailleurs les ignorent dans leurs pratiques de lutte et comment tant d'autres ouvriers qui se sont accrochés aux partis commencent à les quitter, sachant que ces organisations n'ont rien à voir avec leur émancipation.

Ce qui est sûr, c'est que parmi les travailleurs, il y a beaucoup de démobilisation, beaucoup de découragement, et, ce qui est encore pire, beaucoup d'illusions et des idées partidaires sur leur émancipation, sur la fin de l'exploitation.

Ainsi, les travailleurs interviewés expriment dans ce numéro, comme partout ailleurs, les illusions selon lesquelles l'État pourrait servir à libérer les prolétaires : les délégués syndicaux de TIMEX [entreprise qui fabrique des montres] qui se sont entretenus avec nous considèrent que seuls les responsables gouvernementaux pourront les sortir de l'impasse dans laquelle se trouve leur lutte ; selon eux, ne plus dépendre d'une multinationale et travailler pour le marché national (imposer «l'indépendance nationale», comme ils disent) mettrait quasiment fin à l'exploitation, même si l'État intervient ; par conséquent, ils n'accordent guère d'importance aux contacts avec d'autres exploités au Portugal ou dans d'autres pays. Les habitants du quartier «Artilharia Um» pensent que l'État a pour mission d'aider ceux qui travaillent. Ils croient en la possibilité d'une société socialiste dont les ministres «*veilleraient aux intérêts du prolétariat*».

Mais comment une société peut-elle être socialiste si l'institution de l'État échappe au contrôle des travailleurs ?

Comment l'État, cette bande de bureaucrates et de sangsues, cet outil de centralisation autoritaire imposé par les besoins du capitalisme en développement, pourrait-il être un instrument de libération ? La libération de qui ? Du travailleur productif qui travaille dans les champs et les usines pour nourrir les ministres, les directeurs, les technocrates et autres individus du même acabit ?

L'État n'émancipe que les gestionnaires, les bureaucrates, les dirigeants des partis qui aspirent à être nos patrons. L'État ne sert qu'à gérer notre exploitation et notre oppression, comme peuvent en témoigner les travailleurs russes, chinois, albanais, polonais, anglais, suédois, etc...

Nous qui avons perdu nos illusions partidaires, mais pas le désir d'être libres, nous devons prendre en charge nos usines et nos vies. Nous avons la force de nous battre et devons la transmettre aux autres. Si notre objectif est la fin de la société d'exploitation, pour y parvenir, nous pouvons commencer à contester la répression économique et sociale qui s'accroît tous les jours.

Nous devons nous organiser pour cela. Mais ne commettons pas les mêmes erreurs que les partis, que ces dirigeants qui prétendent penser pour nous et donner des ordres à des «moutons» qui exécutent – nous avons déjà vu les résultats ici et dans le monde entier.

Menons des actions subversives, des actions directes, là où l'exploitation et l'oppression se font sentir. Ne répétons pas les stupidités des collectes de fonds, des manifestations antifascistes encadrées par des services d'ordre, ces nouvelles polices, qui, sous prétexte de défendre les manifestations, les castrent et leur défendent de perturber l'ordre bourgeois.

N'attendons pas que les autres agissent à notre place, n'attendons pas de recevoir des ordres. Prenons nos propres initiatives avec nos propres moyens, n'attendons pas qu'une organisation vienne nous dicter ce que nous devons faire. Unissons-nous et essayons, avec nos propres moyens, de contribuer au développement de la lutte autonome et à l'unification de ces luttes, de dépasser les barrières entre les pays et d'oser contacter directement les prolétaires des autres pays. Mettons en commun nos moyens d'action et contactons-nous directement.

22 octobre 1976 (*Combate* n° 47)

DÉMAGOGIE D'UN DISCOURS, CONTRADICTIONS D'UN RÉGIME

Le long discours que le Premier ministre a prononcé le 9 septembre 1976 révèle amplement les prétentions de l'un des principaux courants du capitalisme d'État au Portugal, et il reflète également les contradictions du capitalisme avec une grande acuité. C'est pourquoi, malgré le temps qui s'est écoulé depuis, ce discours mérite d'être analysé dans ses grandes lignes.

En 1928, dans un discours resté célèbre, un jeune ministre des Finances²³ déclara : «*Je sais ce que je veux et où je vais.*» Et la bourgeoisie trouva en lui un homme qui prit en charge la gestion politique du développement du capitalisme moderne dans ce pays, et organisa la répression contre les travailleurs que ce développement exigeait. Sans doute, grâce à l'un de ces mécanismes dévoilés par Freud, le Premier Ministre, Mário Soares, lorsqu'il a essayé d'égaliser en lucidité et en détermination le défunt Salazar, n'a-t-il pu s'empêcher de déclarer, au début de son discours, qu'«*il [était] sûr de lui et n'hésit[ait] pas sur le chemin à suivre.*» Le style de Salazar inspire l'actuel Premier ministre socialiste – et nous n'allons pas discuter de ses goûts. Mais nous doutons que le courant politique qu'il dirige sache vraiment quelle direction prendre. Le discours décousu du Premier ministre se résume à une longue série de contradictions aberrantes, d'étonnantes manifestations d'ignorance, de propos démagogiques et de calomnies éhontées.

Production et productivité

Le Premier ministre a commencé par confondre systématiquement, dans ses exhortations et ses menaces, l'augmentation de la *production* avec l'augmentation de la *productivité*. Il expose ainsi immédiatement son ignorance ; il exprime ensuite sa démagogie anti-ouvrière ; pour enfin révéler les contradictions profondes du capitalisme d'État au Portugal.

L'augmentation de la production ne concerne que l'augmentation du volume des marchandises produites. L'augmentation de la productivité fait référence à l'augmentation du nombre de biens produits *au cours d'une même période de temps*. Bien sûr, la production et la productivité peuvent augmenter ensemble, mais il ne faut jamais confondre ces deux facteurs qui ont des effets et des causes différents. (Il est incroyable que nous soyons obligés de rappeler ce genre de données élémentaires à propos du discours d'un Premier ministre qui se prétend compétent !) Si l'on veut augmenter la productivité, produire plus de biens durant un même temps de travail, il faut avant tout remodeler les machines utilisées et les processus de fabrication en général. Cela relève immédiatement de la gestion capitaliste – privée ou étatique. Pour que le volume de la production augmente de lui-même, il suffit d'augmenter le nombre d'heures de travail de chaque ouvrier, ou bien de faire travailler 24/24 des entreprises qui auparavant tournaient 16 heures par jour. La distinction entre l'augmentation de la production et celle de la productivité est également importante du point de vue de leurs effets. Pour un capitaliste, le fait d'accroître sa production signifie qu'il a plus de biens à vendre, mais la valeur de chacun d'entre eux ne diminue pas et son pouvoir concurrentiel n'augmente pas. En revanche, l'augmentation de la productivité se traduit surtout par la diminution de la valeur de chaque marchandise et donc par un renforcement de la compétitivité des capitalistes qui en sont propriétaires.

Depuis 1974, le capitalisme occidental traverse la plus importante crise de l'après-guerre, dans la mesure où, aujourd'hui, seuls les États-Unis commencent à montrer moins de symptômes de dépression économique, mais au détriment du reste du système capitaliste occidental qui combine dépression économique et inflation monétaire. Dans cette situation, vouloir augmenter sans discernement le volume de la production est un non-sens, une ineptie. Tous les pays capitalistes limitent leurs importations, tant de machines que d'autres moyens de production ainsi que de biens de consommation. C'est pourquoi tous les pays capitalistes, et en particulier

²³ Il s'agit d'Antonio de Oliveira Salazar qui mit en place la dictature de l'*Estado Novo* au Portugal, en 1933 (NdT).

les pays économiquement les plus faibles, éprouvent des difficultés accrues à exporter. La production interne de moyens de production est limitée et ne peut se développer rapidement ; mais le Premier ministre (selon les termes mêmes de son discours) projette de réduire le marché des biens de consommation, y compris ceux qui ne sont pas de luxe ; et il semble ignorer complètement que *la production industrielle* nationale ne peut se substituer aux importations que dans un nombre restreint de cas ; par conséquent, l'augmentation de la production se traduira fondamentalement par une augmentation des stocks de biens invendables et donc une aggravation de la crise.

C'est dans le secteur agricole qu'il est le plus facile de substituer les importations par la production nationale. La réforme agraire dans l'Alentejo nous a montré comment les travailleurs peuvent déborder les appareils des partis, des syndicats et du gouvernement ; c'est le seul cas dans lequel on a assisté non seulement à une augmentation considérable de la production et de la productivité (en 1974/1975, la superficie cultivée en blé a augmenté de 4,8 % et la production de 28,5 % ; la superficie cultivée en orge a augmenté de 11,4 % et la production a augmenté de 25,7 %) ²⁴. Les modes de culture antérieurs étaient généralement si primitifs que les travailleurs ont réussi, malgré la quasi-absence de crédits pour l'investissement, à augmenter la production et la productivité ; en outre, les exploitations agricoles ont une plus grande autonomie technologique que les entreprises industrielles. Et donc, alors que, en 1974, on importait 40 % du blé consommé et 37,6 % en 1975, cette année, en 1976, si le niveau de consommation de cette céréale enregistré l'année dernière se maintient, seuls 11,8% du blé consommé seront importés.

Ici, cependant, le Premier ministre use d'une démagogie si flagrante qu'elle frise la grossièreté ; il oublie de mentionner l'augmentation de la production et de la productivité dans le seul secteur de l'économie portugaise où elle a eu lieu. De plus, il découvre que l'Alentejo, *avant le 25 avril*, aurait presque été un paradis («*tout n'était pas mauvais dans cette région*» ; il y aurait eu «*un progrès technique indéniable dans certaines exploitations agricoles*», et «*le niveau de vie des travailleurs de la région*» s'était même «*élevé un peu*» !). Maintenant que la production agricole dans l'Alentejo a connu une augmentation sans précédent, le Premier ministre découvre que «*l'Alentejo se dirige vers un effondrement économique*» ! Comment peut-on tomber si bas dans la calomnie ? Comment peut-on être aussi maladroit dans sa démagogie ?

Dans le seul cas où il a été technologiquement possible aux travailleurs d'augmenter la productivité, le Premier ministre essaie de cacher ce fait derrière des calomnies. Et, pour ce qui concerne l'industrie, où l'augmentation de la productivité dépend technologiquement d'un remodellement complet des machines et des systèmes de fabrication, et donc dépend uniquement des gestionnaires, le Premier ministre confond productivité et production brute.

Mais, nous objectera le lecteur, peut-être que, dans cette confusion entre production et productivité, le Premier ministre a voulu se référer exclusivement à l'augmentation de la productivité, rendre ainsi plus compétitifs les produits fabriqués par les entreprises portugaises et donc faciliter les exportations. C'est très probablement le cas, répondrons-nous. Mais alors, pourquoi le Premier ministre rend-il *les travailleurs* responsables de cette augmentation de la productivité («*un travail dur et discipliné*» ; «*seul le travail peut nous sauver*» ; nous devons «*augmenter la productivité, ce qui, bien entendu, ne peut se faire qu'avec le soutien effectif des travailleurs*» ; nous n'avons «*pas le droit à la paresse*») au lieu d'affirmer clairement que la seule manière d'accroître la productivité consiste à revoir la conception des machines et des installations, et, en général, à procéder à une réorganisation capitaliste ? Empêtré dans ses contradictions, Mario Soares déclare, réaffirme et répète *ad nauseam* : «*Il faut augmenter la productivité à tout prix*». Mais pourquoi raconte-t-il cela aux prolétaires alors qu'il devrait s'adresser à la classe des gestionnaires capitalistes d'État ?

²⁴ Pour l'année 1975/1976, l'INE prévoit (en septembre 1976) une augmentation de 13 % de la production de blé, 5 % pour le seigle, 16 % pour l'avoine et 13 % pour l'orge par rapport à l'année dernière et une augmentation de 52% pour de l'avoine et de l'orge par rapport aux rendements moyens des dix dernières années.

Bien que l'augmentation de la production au cours de l'année agricole 1974/1975 ait été réalisée sous la gestion des propriétaires fonciers, il est important de noter que cette gestion était soumise à une énorme pression des travailleurs, qui, en imposant l'embauche des chômeurs, ont obligé les propriétaires terriens à augmenter leurs surfaces cultivées.

Nous arrivons ici au point fondamental de ce discours. Le Premier ministre vocifère, accuse, insulte les travailleurs, pour ensuite implorer qu'ils sauvent le régime capitaliste d'État qu'il représente. Tout cela pour dissimuler l'incapacité des gestionnaires capitalistes à gérer l'énorme machine économique qu'ils ont entre les mains.

L'incompétence des gestionnaires capitalistes d'État

Cette incompétence n'est pas un phénomène subjectif ou une question secondaire. C'est un élément parfaitement objectif de la structure économique portugaise mais nous ne pouvons analyser ses origines et les conditions de son existence dans cet éditorial.

Les capitalistes privés, qui semblent plus lucides, peut-être même plus expérimentés que l'actuel Premier ministre, ont récemment montré qu'ils étaient beaucoup plus préoccupés par l'inertie et l'incompétence des capitalistes d'État et de l'appareil gouvernemental, que par les problèmes posés par les travailleurs²⁵. Cela est parfaitement compréhensible si l'on se souvient qu'en janvier/mars 1976, on a importé 14% de moins de moyens de production que durant la même période de 1975. Cela montre que non seulement on n'a pas acheté de nouvelles machines, mais aussi que les machines existantes n'ont pas été renouvelées. (Entre-temps, au cours de la même période, l'augmentation de la production et de la productivité agricole dans l'Alentejo a provoqué une augmentation de 8,4 % des importations de tracteurs). Et ce sont ces gestionnaires qui évoquent la nécessité d'accroître la productivité industrielle !

Leur incompétence se révèle d'autant plus grave que le Premier ministre, tout en exigeant démagogiquement que les travailleurs augmentent leur productivité, prétend également que les entreprises d'État joueront un rôle central dans la reprise économique. Il ne pouvait tenir un autre discours, puisque tous les mécanismes économiques décisifs se retrouvent entre les mains de l'État. C'est dans ce domaine que la démagogie du Premier ministre va se révéler de façon encore plus éclatante.

Mário Soares annonce que les entreprises étatisées constitueront le grand marché du secteur des moyens de production et des biens d'équipement, et entraîneront ainsi le reste de l'économie d'État et le secteur privé dans la reprise économique. Pour cela, *«l'État paiera tous ses fournisseurs et créanciers à court terme»* et Soares propose un vaste programme d'investissements qui vont des biens d'équipement de base et des moyens de production, aux aides de l'État. Deux commentaires s'imposent ici :

– Si le Premier ministre se préoccupe tellement de l'inflation, il ne peut ignorer que l'augmentation de la consommation individuelle ne joue pas un rôle important dans ce phénomène. Dans le capitalisme contemporain, où la plupart des marchandises produites sont destinées à alimenter le processus de production lui-même, les raisons fondamentales de l'inflation se trouvent dans la structure de la production elle-même, et non dans la consommation privée. Cependant, tout le discours de Mário Soares souligne le lien entre l'inflation et la consommation personnelle des travailleurs, alors que ce programme d'investissements publics en sera la véritable cause, celle qui provoquera l'accroissement futur de l'inflation ; de même que l'inflation actuelle a été surtout déclenchée par les injections financières de l'État dans les entreprises que la crise nationale et mondiale contraint à agir à un faible niveau d'activité. Sous la domination du Capital, les prolétaires paient toujours les investissements qui doivent être réalisés ; une bonne gestion capitaliste implique de sacrifier la consommation des travailleurs à l'investissement des entreprises (dans certaines limites, toutefois, comme nous le verrons plus loin). Qu'il soit privé ou d'État, le capitalisme ne se soucie pas du bien-être de chacun, mais de la multiplication des investissements et de la production de la plus-value. Si l'amélioration de la situation des travailleurs allait toujours de pair avec l'augmentation des investissements, le capitalisme ne serait pas le système contradictoire que nous connaissons tous dans la pratique.

Il incombe donc au Premier ministre d'essayer de limiter l'inflation du côté de la consommation des prolétaires, et de l'accroître du côté du marché des moyens de production, en injectant du crédit dans les entreprises, etc. Les révolutionnaires doivent lutter contre cette baisse du niveau de vie, montrer que le capitalisme et le bien-être des travailleurs sont irréconciliables, afin que la lutte pour le bien-être se transforme en une lutte contre le salariat et le capitalisme.

– Le deuxième commentaire concerne le plan d'investissements du Premier ministre : les gestionnaires actuels du capitalisme d'État ne réussiront pas à mettre ce plan en pratique ; le secteur étatisé ne pourra pas

²⁵ Cf. l'enquête sur la conjoncture industrielle de la CIP [équivalent du MEDEF actuel] dans *O Expresso* du 27 août 1976, p. 12.

assurer un véritable démarrage économique, et encore moins entraîner le reste de l'économie. Pour que la productivité augmente dans le secteur étatisé, pour qu'il devienne compétitif et que ses investissements donnent un coup de fouet à l'économie capitaliste, il faudrait que les gestionnaires soient capables d'instaurer une planification conjointe des entreprises étatisées, qui constituent la partie fondamentale de l'économie du pays. Cependant, le plan d'investissement des entreprises publiques pour 1976 (qui venait d'être élaboré en août et approuvé par le gouvernement en septembre 1976 !) se contente d'énumérer les projets d'investissement, entreprise par entreprise, sans établir de priorités entre elles ; il n'est pas non plus en mesure de définir quelles seront les sources de financement dans leur relation avec les investissements²⁶. Face à une telle situation, nous pouvons dire, sans risque de nous tromper, que l'économie étatisée ne réussira pas à mettre en place ce qui est proposé avec les gestionnaires actuels et le système actuel. Leur incompétence est donc une donnée économique objective fondamentale.

Le Premier ministre connaît ses collègues, et se connaît probablement lui-même. L'augmentation de l'exploitation du prolétariat occupe donc une place essentielle dans son plan de rentabilisation des entreprises d'État, de redémarrage de l'économie en général.

Seul le prix de la force de travail baissera.

Afin que le secteur étatisé constitue un marché pour les autres entreprises, que les bénéfices augmentent et que l'investissement puisse s'accroître, en bref, que l'économie capitaliste d'État décolle au Portugal, le Premier ministre annonce qu'il acceptera «*la révision des prix pour refléter l'augmentation des coûts*». Il s'agit, bien sûr, des prix des biens appropriés par les capitalistes. Mais pour la seule marchandise que puisse vendre le prolétariat – sa force de travail – les promesses du Premier ministre sont déjà différentes : la hausse du salaire minimum légal sera inférieure au taux d'inflation, surtout dans le secteur étatisé, ce qui signifie que le salaire réel diminuera – du moins selon les projets du Premier ministre...

Dans le même esprit, Mário Soares a annoncé des mesures d'économies forcées et promis de contenir les prix de quelques produits de base – mesure essentielle si l'on veut maintenir les salaires bas – et le rationnement de certains de ces produits de base («*réduire un certain type d'importations, et pas seulement des articles superflus*»). Le Premier ministre qui accuse les travailleurs portugais de s'être lancé, après le 25 avril, dans une orgie de produits superflus, sait parfaitement que les importations de produits de luxe ne dépassent pas 5 % du total. C'est pour cette raison que son discours, abandonnant provisoirement sa démagogie habituelle, annonce la restriction de produits de base.

Mário Soares se plaint amèrement de la «*destruction des mécanismes économiques*» mais, en réalité, nous avons seulement assisté à la transition d'un capitalisme où dominait la propriété privée à un capitalisme où l'économie de l'État joue un rôle fondamental. Il semble oublier que, sous le capitalisme, la consommation de la classe ouvrière est aussi un «*mécanisme économique*». En fait, il ne l'a pas oublié, et c'est pourquoi, en proposant de restreindre le mécanisme économique de la consommation, il prévoit d'étendre un autre mécanisme économique compensatoire, celui de la répression policière.

Et bien sûr, le Premier ministre a découvert des travailleurs qui gagnent cent mille escudos²⁷ par mois. Il a oublié de nous dire qui étaient ces ouvriers, quel était leur nombre et où ils travaillaient. Tant qu'il ne nous aura pas correctement informés, la rentabilisation promise des entreprises d'État dévoile déjà l'ineptie habituelle des gestionnaires capitalistes d'État et la tentative de compenser les contradictions du capitalisme d'État portugais, en augmentant l'exploitation des travailleurs.

Cependant, le Portugal ne fait pas partie de ces pays (comme le Chili, par exemple) dont l'économie dépend fondamentalement de l'exportation de matières premières sur le marché mondial ; dans ces pays, le marché intérieur a peu d'importance économique et les capitalistes peuvent donc baisser drastiquement les salaires, par conséquent réduire les coûts de production des matières premières et augmenter ainsi la compétitivité des exportations. Au Portugal, au contraire, le marché intérieur des biens de consommation est très important. Si les capitalistes portugais ont rompu à un certain moment avec le salazarisme, ils l'ont fait, entre autres raisons,

²⁶ Pour plus de détails, voir les numéros d'*O Expresso* du 27 août 1976, p. 10, et du 10 septembre 1976, p. 10.

²⁷ Le salaire minimum mensuel était passé de 3 300 escudos à 4 000 escudos, entre avril 1975 et avril 1975, et, dans leurs luttes, les travailleurs portugais réclamaient un salaire minimum entre 5 000 et 6 600 escudos ; il était donc invraisemblable qu'un ouvrier puisse gagner 30 fois le SMIC ! (*NdT*).

parce que ce régime était incapable d'accroître le marché intérieur des biens de consommation. Pendant le gonçalvisme*, les différents plans du ministre de l'Économie de l'époque, Mário Murteira*, qui visaient à réduire drastiquement le salaire réel et la consommation intérieure privée, ont échoué successivement face à la structure économique et sociale du capitalisme dans ce pays. Face aux pressions pratiques du système économique, et face à la réaction ouvrière qui s'ensuivra inévitablement, le gouvernement actuel ne pourra que constater une réduction du marché interne des biens de consommation aussi drastique que celle qu'il prétend imposer actuellement.

La principale contradiction sociale au sein de la nouvelle classe dirigeante

Si l'incompétence des dirigeants n'est pas surmontée, si la gestion économique ne peut être menée efficacement, si le redémarrage économique n'a pas lieu, cela est dû à l'incapacité du capitalisme d'État dans ce pays à résoudre sa contradiction fondamentale au cours de cette période : l'intégration des commissions de travailleurs bureaucratisées dans l'appareil d'État. Nous avons déjà évoqué ce problème dans plusieurs éditoriaux de *Combate* (dans les numéros 34 et 36). Il nous suffira donc de rappeler les lignes générales de notre analyse et de montrer comment les contradictions du discours du Premier ministre en découlent.

Immédiatement après le 25 avril, face à l'effondrement des institutions d'État, les travailleurs ont pris le contrôle de la plupart des entreprises et même la direction de nombre d'entre elles. Pendant cette période de montée de la lutte, les commissions de travailleurs étaient l'émanation directe et immédiate des masses ouvrières, et tous les problèmes étaient discutés et décidés par l'ensemble des ouvriers. Mais le processus révolutionnaire est resté confiné aux frontières portugaises et la non-internationalisation des luttes a fait que les travailleurs et leurs commissions, en s'efforçant de contrôler ou de gérer l'économie, se sont rapidement heurtés à la pression inéluctable du marché capitaliste mondial. Dès lors, les exigences de compétitivité et de rentabilité, imposées par le marché capitaliste, ont contraint les commissions de travailleurs à une gestion de type capitaliste. Ce choix imposé a condamné les tentatives qui avaient été esquissées, et dans certains cas avaient commencé à être mises en pratique, de remodeler les rapports de travail, la hiérarchie, le type de gestion ou les critères mêmes de la production, en réfléchissant à leur utilité sociale. La bureaucratisation des commissions de travailleurs n'était pas due, comme le prétendent certaines analyses moralisatrices, à l'influence corruptrice des partis.

Dans la situation actuelle, les luttes ouvrières continuent généralement à se développer indépendamment des partis et des syndicats. Dans le pire des cas, ils les dépassent rapidement. La bureaucratisation des commissions de travailleurs était due à la pression du marché capitaliste mondial, c'est-à-dire, en dernière instance, à la non-internationalisation du processus révolutionnaire qui les a obligés à mener une gestion de type capitaliste. Le poids plus important de l'activité bureaucratique et partidaire au sein des commissions de travailleurs est une conséquence de ce fait, et non une cause. Si la lutte ouvrière au Portugal atteint à nouveau les dimensions et l'intensité qu'elle a eues en 1974/1975, ces commissions de travailleurs bureaucratisées seront spontanément liquidées et de nouvelles commissions révolutionnaires contrôlées par les masses surgiront. Quant à la poursuite de ce nouveau processus, elle dépendra, comme nous l'avons dit, de l'internationalisation des luttes prolétariennes.

Du point de vue du capitalisme d'État, cependant, cette bureaucratisation des commissions de travailleurs a engendré de nouveaux problèmes. Si ces commissions, au lieu de s'être bureaucratisées, avaient disparu, comme cela s'est produit dans d'autres pays, l'État aurait reconstruit ses organes de gestion à partir d'en haut, et la machine tournerait de nouveau. Cependant, les luttes des travailleurs se poursuivent, pas au niveau mondial mais à l'échelle nationale, et avec les problèmes que nous venons d'énumérer. Pour cette raison – et pour d'autres causes qu'il nous est impossible d'aborder maintenant – les commissions de travailleurs bureaucratisés continuent d'exister. Le Premier ministre essaie de limiter leur pouvoir en s'appuyant sur les syndicats ; il tente d'exploiter la rivalité entre la bureaucratie syndicale et celle des commissions de travailleurs. Mais, outre le fait que ce projet n'est pas nouveau (les gonçalvistes* ont essayé de l'appliquer, partiellement et durant une certaine période), il est condamné à l'échec, du moins pour le moment, parce que les syndicats continuent à être largement débordés dans les dernières luttes. Et, peut-être plus important encore, du point de vue du gouvernement actuel, à cause de la très faible base de soutien du PS au sein des syndicats. C'est pourquoi le Premier ministre n'insiste pas sur cette voie et finit, comme tous les dirigeants précédents, par être conscient de l'impossibilité de contourner les commissions de travailleurs bureaucratisées.

C'est là que réside la principale contradiction sociale du capitalisme d'État portugais.

La gestion capitaliste de l'État, la planification conjointe des entreprises, l'établissement d'un critère dans les investissements, etc., et même l'assujettissement des masses laborieuses ne seront possibles que si le régime réussit à intégrer dans son appareil les commissions de travailleurs bureaucratisés. Celles-ci constituent, en effet, le seul canal par lequel le gouvernement pourrait recevoir les informations économiques dont il a besoin, et par lequel il pourrait faire appliquer ses décisions économiques exécutives avec un quelconque succès. L'intégration des commissions de travailleurs bureaucratisés serait donc la pièce maîtresse, l'apogée, du capitalisme d'État au Portugal.

Cependant, toutes les tentatives dans ce sens ont échoué. Celles qui ont été lancées par les partisans d'Otelo ou de certains secteurs soutenant Vasco Gonçalves (lorsque les gonçalvistes renoncèrent à les liquider) ont échoué parce que les masses prolétariennes ont toujours débordé les partis qui voulaient réaliser ce projet ; tandis que, d'autre part, de très nombreux gestionnaires et technocrates déjà en place se sont toujours vigoureusement opposés à une expansion des cadres de la classe capitaliste d'État – ce qui réduirait, bien entendu, la plus-value distribuée parmi eux. C'est le point crucial de toutes les luttes entre les différents secteurs capitalistes d'État, ou les candidats à ces postes, après le 11 mars 1975.

L'actuel Premier ministre représente précisément les capitalistes d'État les moins disposés à permettre que l'intégration des commissions de travailleurs bureaucratisés mette en péril leurs positions privilégiées. Dans le discours de Mário Soares, ses propos sur l'enseignement supérieur, qui ont pour objectif d'augmenter sa sélectivité, visent explicitement à empêcher l'expansion numérique de la classe dirigeante sous le régime économique actuel (par exemple, lorsque Soares déclare : «*Le chômage, la frustration des techniciens qualifiés sans emploi, représentent un mal bien plus grand que l'affichage arrogant de pourcentages qui soulignent l'existence d'une forte population universitaire*»). En définitive, tel est l'aspect fondamental de son discours : la ligne politique et la gestion économique que soutient le Premier ministre est incapable de résoudre la principale contradiction sociale au sein de la nouvelle classe dirigeante.

Les tentatives des partisans de Vasco Gonçalves et d'Otelo de Carvalho se sont avérées définitivement infructueuses.

Une tentative qui, sur la base d'une idéologie de droite et d'une pratique populiste, pourrait réussir cette intégration en l'articulant avec l'augmentation de la répression en général (c'est-à-dire un fascisme de type péroniste) est loin d'être même esquissée au Portugal.

Quelle solution proposent donc les capitalistes d'État ? Pour répondre à cette question, il suffit de lire le discours du Premier Ministre : ils n'avancent aucune solution. Si nous enlevons la confusion, la démagogie et les utopies sans signification (que nous avons analysées jusqu'ici) tout l'art gouvernemental de Mário Soares consiste à maintenir la situation en l'état, en insistant sur deux aspects :

1) il souhaite accroître l'exploitation des travailleurs, en imposant une baisse des salaires réels et un renforcement de la discipline répressive dans les usines ;

2) il veut obtenir un nombre croissant de prêts et d'investissements en provenance de l'étranger. Le Premier ministre promet, dans son discours, de faciliter les investissements privés étrangers mais, compte tenu de la situation du capitalisme d'État portugais, les prêts et les investissements effectués d'État à État, ou par des organisations internationales supra-étatiques, joueront le rôle fondamental.

En bref, l'intégration du pays dans le réseau serré du capital international va s'accélérer et entraîner toutes sortes d'effets – si le prolétariat sait en tirer parti – favorables à l'internationalisation des luttes ouvrières ; et une belle époque de luttes ouvrières se prépare au Portugal, puisque le gouvernement ne dispose pas des moyens répressifs suffisants pour mettre en œuvre la réduction drastique du salaire réel qu'il propose.

En prévision de cette époque de montée des luttes, il nous semble que, dès aujourd'hui, les militants révolutionnaires et tous les révolutionnaires les plus actifs doivent faire converger leurs efforts sur deux points essentiels :

– l'union directe entre les masses travailleuses en lutte, afin que les luttes ne se limitent pas à chaque entreprise, qu'elles puissent combattre leur bureaucratisation, que les échanges d'expériences se multiplient et que des tactiques communes soient définies ;

– faire converger les efforts pour saboter toutes les tentatives d'intégration des commissions de travailleurs bureaucratisés dans l'appareil d'État, pour accroître les contradictions du capitalisme d'État et augmenter son inefficacité et son inopérabilité.

C'est ce que nous nous sommes proposé de faire jusqu'à présent – nous constituons seulement un minuscule rouage d'un mécanisme révolutionnaire beaucoup plus vaste et en expansion. Et nous poursuivrons nos efforts dans cette direction.

Glossaire

A Luta : selon la notice de Wikipedia sur ce quotidien qui se prétendait «socialiste, pluraliste et indépendant», «*A Luta fut fondée à Lisbonne le 25 août 1975 par une équipe de journalistes dirigée par le socialiste Raul Rego (...). Le lancement du quotidien A Luta eut lieu au milieu de "l'été chaud", suite à la disparition du journal du soir República, dirigé par Raul Rego, qui avait été écarté du conseil d'administration de ce journal par la commission de travailleurs et de militants d'extrême gauche, appartenant vraisemblablement pour la plupart à l'UDP. Le journal A Luta, qui diffusait initialement 80 000 exemplaires, publia son dernier numéro le 8 mars 1979*». Bien qu'une délégation de travailleurs du journal ait rencontré la direction du PS deux mois avant la fermeture, ce parti ne prit aucune mesure pour les faire réembaucher ailleurs. Rappelons que le directeur du journal, Raul Rego, opposant du régime salazariste, fut arrêté trois fois à cause de ses «activités contre la sécurité de l'Etat» ; et que, après le 25 avril, il fut ministre de la Communication sociale, dans le premier Gouvernement provisoire et député du PSP entre 1975 et 1999.

Alves de Brito, Vitor Manuel (1935-2011) : capitaine engagé dans les guerres d'Angola et du Mozambique, il est membre du MFA et l'un des rédacteurs de son programme. Ministre dans les 2^e, 3^e et 6^e Gouvernements provisoires²⁸. Membre du Conseil des Vingt et porte-parole du Conseil de la Révolution, il est l'un des signataires du «Document des Neuf» contre «l'Alliance Peuple/MFA» prônée par le PC et la prétendue «gauche» militaire.

Angola : colonisé par l'Empire portugais dès 1575, ce pays fut une des plaques tournantes du commerce d'esclaves. Il devint une «province ultramarine» en 1951 et la guerre d'indépendance y commença en 1961.

Azevedo, José Pinheiro de (1917-1983) : amiral, membre de la Junte de salut national après le 25 avril 1974 ; Premier ministre du 6^e Gouvernement provisoire après le 19 août 1975 ; membre du PDC à partir de 1976 et président de ce parti, de 1977 jusqu'à sa mort.

Boxers, révolte des : «[...] au-delà de leur xénophobie, les Boxers s'inscrivent dans une filiation millénaire : celle des révoltes paysannes, qualifiées de jacqueries en Europe, qui ont scandé l'histoire de l'empire du milieu ; celle du millénarisme bouddhiste [...]; celle des sociétés secrètes [...]. Le mysticisme patriote est donc au cœur de l'idéologie boxer, les combattants usant même de rituels ou de transe censés les rendre invulnérables [...]. Le recrutement des Boxers s'est néanmoins pratiqué majoritairement dans la paysannerie pauvre et chez les exclus de la société. [...] leur mouvement participa d'une coagulation et d'une maturation d'un véritable nationalisme chinois, qui allait s'épanouir au XX^e siècle. Il mit également un frein définitif aux désirs des Européens de partage du territoire chinois, de par les réactions violentes qu'une telle mise en pièces aurait risqué de déclencher. Plus étonnant, voire paradoxal, le choc subi par le pays suscita une adhésion majoritaire à l'impulsion d'un processus de modernisation, conduit par Cixi jusqu'à sa mort en 1908, seul moyen de mettre fin à la faiblesse chronique de la Chine. Enfin, cette révolte des Boxers alimenta le fantasme du "péril jaune", qui s'imposa dans une partie de l'opinion publique occidentale à compter de la fin du XIX^e siècle²⁹.»

AOC (Aliança Operária-Camponesa) : groupe maoïste, issu de diverses scissions groupusculaires, et dont les origines lointaines remontent au CMLP qui fut créé, dans l'émigration, en Belgique en 1964. violemment anticommuniste après le 25 avril, l'AOC se présenta aux élections législatives en 1976 et 1980, et se transforma en Partido Trabalhista en 1979, pour disparaître quelques années plus tard. Son ex-dirigeant (Heduíno Gomes) a très mal fini puisqu'il est aujourd'hui au PSD, et appartient au courant le plus à droite de ce parti réactionnaire.

Beirolas : selon le site de la Radio-Télévision Portugaise, «*Le 10 septembre 1975, environ 1 000 fusils G3 furent détournés du dépôt général de matériel de guerre, situé à Beirolas. [...] Au micro de la radio RCP, le*

²⁸ Il y aura en tout six Gouvernements provisoires : le premier du 16 mai 1974 au 11 juillet 1974 ; le deuxième du 12 juillet 1974 au 30 septembre 1974 ; le troisième du 30 septembre 1974 au 26 mars 1975 ; le quatrième du 26 mars 1975 au 8 août 1975 ; le cinquième du 08 août 1975 au 19 septembre 1975 ; et le sixième du 19 septembre 1975 au 23 juin 1976

²⁹ <https://dissidences.hypotheses.org/traces-du-passe-et-ombre-portee-images-recits/la-revolte-des-boxers-ou-le-persistant-fantasme-du-peril-jaune> .

capitaine [Alvaro Fernandes] déclara que les armes avaient été livrées à Carlos Antunes et Isabel do Carmo, du Parti Révolutionnaire du Proletariat/Brigades Révolutionnaires (PRP/BR).» Et Otelo de Carvalho, toujours gaffeur et fanfaron, en rajouta une couche : «Je sais au moins que les armes sont à gauche et c'est une grande satisfaction [...] je pense qu'elles sont entre de bonnes mains³⁰.»

Brito, Jorge de (1927-2006) : banquier, spéculateur, homme d'affaires, collectionneur d'art et directeur d'un club de foot (Benfica), il joua beaucoup avec des capitaux qu'il n'avait pas, ce qui explique sans doute pourquoi sa banque (le Banco Intercontinental Portugês) fut mise sous tutelle avant même la nationalisation des autres établissements bancaires. L'entreprise Brisa qu'il fonda en 1970 construisit des kilomètres d'autoroutes avant d'être nationalisée en 1975 puis privatisée au profit du groupe José de Mello en 1997.

Cabinda : enclave située au nord de l'Angola, entre les deux Congos, où existaient trois mouvements de libération refusant de faire partie de l'Angola. Ces mouvements, qui fusionnèrent dans le FLEC (avant que celui-ci ne scissionne), étaient financés et soutenus par la France et le Zaïre en raison des intérêts pétroliers d'Elf-Erap (société qui sera absorbée par Total en 1999). Cette région, encore occupée par l'armée angolaise, produit 60% du pétrole du pays, et la paix n'y est toujours pas assurée.

Caetano, Marcelo (1906-1980) : «Juriste issu de la faculté de droit de Lisbonne, Caetano dirigeait le courant réformiste qui était apparu et s'était affirmé au sein du régime à partir de la crise qui commença après 1945. L'arrivée au pouvoir de Caetano [il était ministre des Colonies quand il devint président du Conseil en 1968] suscita des espoirs chez beaucoup de Portugais : ceux-ci crurent en une évolution progressive du régime vers une démocratie libérale. Le successeur de Salazar avait compris que, pour se maintenir, le pouvoir devait absolument engager des réformes, comme en témoignèrent ses propositions en tant que ministre de la Présidence, notamment celles de supprimer la censure préalable de la presse, de mener une politique de développement accélérée et de s'ouvrir aux pays étrangers.» (Mendes Abadia, 2010). Mais, incapable de mettre fin aux guerres coloniales, il fut renversé le 25 avril 1974.

Cap-Vert : archipel d'îles au départ inhabitées, situées à la hauteur du Sénégal et de la Mauritanie. Première colonie portugaise en Afrique au XV^e siècle, elle sert de base pour la traite des esclaves et le commerce triangulaire. Elle devient une «province maritime» du Portugal en 1951 afin d'essayer de bloquer tout processus d'indépendance. A partir de 1980, la République du Cap-Vert se sépare de la Guinée-Bissau.

Carvalho, Otelo Saraiva de (1936-2021) : sous-lieutenant puis capitaine en Angola, puis en Guinée Bissau sous les ordres du général Spínola, il est un spécialiste de la propagande et de la contre-insurrection. Idolâtré par une grande partie de l'extrême gauche portugaise et internationale, Otelo Saraiva de Carvalho, fut le coordinateur technique du coup d'État du 25 avril 1974 puis le chef du COPCON (Commando opérationnel du Continent) qui contrôlait la région militaire de Lisbonne et intervint à plusieurs reprises contre des grèves. Membre du Conseil de la Révolution, il fut arrêté à deux reprises après le coup d'État du 25 novembre 1975 pendant 40 puis 20 jours par le gouvernement du socialiste Mário Soares. Il se présenta aux élections présidentielles en 1976 où il obtint 15% des voix (soit le double de celles du PCP) mais seulement 2 % des voix en 1980 avec le FUP (Front d'unité populaire) qu'il venait de créer. Arrêté en 1985, il fut condamné à 15 ans de prison en 1987 pour les liens supposés entre le FUP et les actions d'un groupuscule, les Forces populaires du 25 avril qui organisa quelques dizaines d'attentats et d'attaques de banques durant les années 80. Il passa cinq années en taule puis fut amnistié en 1996.

CCR : Selon Wikipedia en portugais, «Les Comités communistes révolutionnaires (marxistes-léninistes), ou CCR, sont nés en 1970 d'une scission du CMLP, la première organisation maoïste portugaise [...]. À l'intérieur du pays, les CCR exercèrent leur plus grande influence, entre 1970 et 1973, principalement, mais pas exclusivement, à partir de l'Instituto Superior Técnico. Les CCR étaient également présents dans plusieurs secteurs ouvriers, notamment dans les ateliers de Carris (la société de transport public de Lisbonne), dans l'usine Standard Electric à Cascais et dans d'autres à Queluz-Amadora. Les CCR se caractérisaient par une propension à une élaboration théorique complexe, considérée comme d'inspiration trotskiste par de nombreux opposants, et par la priorité accordée à "l'établissement" [l'embauche en usine] des étudiants qui constituaient l'organisation. En août 1972, la police politique du régime fasciste portugais commença à démanteler l'organisation ; les arrestations qui atteignirent leur apogée en décembre 1973, avec l'emprisonnement de deux de ses dirigeants [...]. Toutes les personnes arrêtées dénoncèrent, sous la torture,

³⁰ <https://media.rtp.pt/memoriasdarevolucao/acontecimento/desvio-de-armas-em-beirolas/>

des camarades, ce qui entraîna une chaîne d'arrestations. Suite à ces coups, à des désaccords sur l'orientation suivie au Portugal et sur l'évolution de la ligne politique du PC chinois, les CCR finirent par se dissoudre dans les premiers mois de 1974.» Une partie du groupe se reconstitua brièvement pour rejoindre ensuite l'UDP, que l'on retrouve aujourd'hui dans le Bloque de Esquerda, parti d'extrême gauche parlementariste

CDE (Comissão Democrática Popular) ou MDP (Movimento democrático popular) : organisation fondée en 1969 pour participer aux élections législatives. Elle se transforme en parti et participe aux cinq premiers Gouvernements provisoires (de 1974 à 1975). Alliée au PCP jusqu'en 1986, elle s'en sépare et, après quelques péripéties, finit par former le Bloque de Esquerda en 1994 avec l'UDP maoïste et le PSR trotskiste.

CDS : le Partido do Centro democrático social (aujourd'hui Partido popular) est créé en juillet 1974 et participera à plusieurs gouvernements de coalition jusqu'en 2015. Plus influent dans le Nord que dans le Sud, ce un parti conservateur de droite est formé par des technocrates du régime salazariste qui ont su à la fois en prendre en marche le train du 25 avril mais aussi ne pas se compromettre avec la manif de la «majorité silencieuse» qui devait se tenir le 28 septembre 1974 à l'appel du général Spínola. En 1976 le CDS réussit à obtenir plus de voix et de sièges (42) que le PCP. Depuis lors, son influence a notablement décliné puisque, aux dernières élections législatives nationales, il n'avait plus un seul représentant au Parlement.

Centres sociaux : centres locaux censés préparer les femmes à leurs «tâches maternelles, domestiques et sociales» et «rééduquer» les mères «déviantes» qui ne s'occupaient pas bien de leurs enfants ou de leurs maris. Le régime salazariste avait une politique officiellement nataliste mais n'investit jamais ni dans les crèches, ni même dans un réseau étendu de maternités ou de services hospitaliers pré- ou postnataux ce qui fait que 82% des accouchements avaient encore lieu à domicile dans les années 1950, sans même l'aide de sages-femmes diplômées.

CGT (Confederação Geral do Trabalho): organisation d'orientation syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste créée en 1919, elle regroupe 80 000 travailleurs. En 1922, elle adhère à l'AIT et ses effectifs sont alors plus importants : 180 000 adhérents. Elle sera dissoute en 1933.

Conseil de la Révolution : organisme politico-militaire créé puis institutionnalisé le 17 mars 1975 par le MFA pour remplacer la Junte de salut national et le Conseil d'État, suite au coup d'État raté du 11 mars 1975. Au départ, il incluait 25 membres, tous militaires, dont le président de la République et Premier ministre (s'il s'agissait d'un militaire). Cet organisme parallèle, qui se proclamait «*moteur de la révolution*», exerçait une véritable tutelle sur le pouvoir politique et avait des pouvoirs très étendus (choix du président de la République en son sein ; définition des lignes générales de la politique économique, sociale et financière ; définition des libertés d'expression dans tous les domaines ; proclamation de l'état de siège et de l'état d'urgence, déclarations de guerre et négociations de paix, mise en tutelle possible du Parlement, etc.). Il décida de nationaliser les banques et les assurances (qui seront privatisées en 1989) et de lancer une «réforme agraire» (d'ailleurs, liquidée dès 1977). Rapidement il se divisa en factions et groupes qui s'affrontèrent. A partir de 1976, ses pouvoirs déclinèrent progressivement. En effet, une partie des militaires, dont le général Eanes, président de la République de 1976 à 1986, voulaient eux-mêmes dépolitiser l'armée et redonner le pouvoir aux partis socialiste et de droite. A la dissolution du Conseil en 1982, ses pouvoirs furent répartis entre le Conseil d'État, le Conseil constitutionnel et l'Assemblée.

Conseil des Vingt : organisme informel qui, entre le 25 avril 1974 et le 11 mars 1975, réunissait tous les militaires ayant des responsabilités gouvernementales ou politico-militaires, il fut remplacé par le Conseil de la Révolution, le 17 mars 1975, aux pouvoirs très définis.

Champalimaud : groupe fondé par António de Sommer Champalimaud (1918-2004). Sous le salazarisme, cet homme d'affaires investit notamment dans l'assurance, l'immobilier, les activités bancaires, la sidérurgie, la pâte à papier et les ciments. «*Le groupe Champalimaud – à la tête duquel se trouve M. António Champalimaud (qui a épousé l'une des sœurs Mello, du groupe CUF) – a développé sa puissance en dominant d'abord la production de ciment au Portugal, en Angola, au Mozambique et au Brésil. Il s'est ensuite intéressé à la sidérurgie, notamment en Angola, où il acquiert également des intérêts dans les mines de fer, puis à l'industrie métallurgique. Le groupe Champalimaud est essentiellement tourné vers les colonies et le Brésil*³¹» En 2004 (donc trente ans après les nationalisations de 1975) Champalimaud était l'homme le plus riche du Portugal !

³¹ «L'enjeu économique international d'une décolonisation : le cas de l'Angola (II)», *Le Courrier hebdomadaire du CRISP* 1975/6, n° 672).

Revenu dans son pays natal en 1992, il prit le contrôle de plusieurs banques, qu'il acheta et revendit plusieurs fois avant de se retirer au Brésil où il possédait de grandes exploitations agricoles spécialisées dans l'agriculture et l'élevage.

COPCON (Commando opérationnel du continent) : créé en juillet 1974, il a pour fonction de maintenir et rétablir l'ordre public. Il est constitué de trois bataillons de rangers revenus de Guinée et d'Angola. Cette formation aura souvent l'occasion d'intervenir contre les grèves et les manifestations.

Costa Gomes, Francisco (1914-2001): actif aussi bien dans les bureaux (à l'OTAN et au ministère de la Défense) que sur le terrain, à Macao, puis durant les guerres coloniales au Mozambique puis en Angola, mais partisan d'une «solution politique» qui consistait à «gagner le cœur» (?) des colonisés, il grimpe dans la hiérarchie militaire jusqu'à devenir chef d'état-major général des forces armées. L'un des sept militaires de la Junte de salut national formée après le 25 avril, il succède à Spínola en septembre 1974 au poste de président de la République jusqu'en juillet 1976. Il a toujours été considéré comme très proche du Parti communiste.

CUF : Propriété de la famille Mello, «*la CUF est à la tête du plus puissant groupe industriel portugais: il détient plus du dixième du capital social de toutes les sociétés portugaises. A partir d'une usine de savon créée en 1864, la CUF a progressivement étendu ses activités à l'industrie chimique, à l'industrie textile, à la cellulose, au papier, puis à l'industrie métallurgique, aux chantiers navals, aux transports maritimes, au raffinage du pétrole et à la pétrochimie. Elle contrôle la première banque d'affaires du pays (Banco Totta e Açores), le groupe d'assurances le plus actif, l'industrie alimentaire et la construction immobilière, possède des chaînes de supermarchés, d'hôtels, de restaurants et de casinos*»³². Évidemment la CUF s'intéresse aux colonies, donc à l'Angola, où elle investit dans «le secteur bancaire, le commerce, les plantations, le cuivre, la chimie, le textile, le matériel électrique et électronique». Lors de sa nationalisation en 1975 le groupe Mello regroupait 180 entreprises, plus de 110 000 salariés et son activité 5% du PIB de l'époque. Et il continue à prospérer, notamment dans la santé (20 hôpitaux et cliniques)³³.

Cunhal, Alvaro (1918-2005): fils d'avocat, Cunhal rejoint le PCP à 18 ans. Prisonnier entre 1937 et 1940, puis entre 1949 et 1960, il est torturé, placé en isolement pendant 8 ans mais ne donne aucun nom à ses tortionnaires. Il s'évade avec d'autres militants en 1960 et part en exil, en URSS puis en France. Il occupa le poste de secrétaire général du Comité central entre 1961 et 1992, fut quatre fois ministre et député entre 1975 et 1992.

Cupertino : groupe important fondé par Arthur Cupertino de Miranda. Il créa le Banco Português do Atlântico qui devint la première banque du Portugal dans les années 1960 et 1970. Mais ses descendants ont fini par vendre leurs biens et ce groupe a disparu.

Delgado, Humberto (1906-1965) : général de l'armée de l'air et homme politique. Fervent soutien du salazarisme et admirateur de Hitler, il prit un masque démocratique au début des années 1950. Il se présenta aux élections présidentielles de 1958 qu'il perdit, puis s'exila au Brésil et enfin en Algérie, invité par Ben Bella. Il fut assassiné par un agent de la PIDE en tentant de rentrer clandestinement au Portugal

Document des Neuf : Document rédigé par Melo Antunes pour s'opposer à la «gauche» du MFA au sein du Conseil de la Révolution, avec l'appui du PS et des partis de droite.

Eanes, Ramalho (1935-) : il participe aux guerres coloniales au Mozambique, en Guinée et en Angola, et fait connaissance à cette occasion de Spínola et d'Otelo Saraiva de Carvalho. Membre du MFA, il adhère au «Groupe des Neuf» de Melo Antunes durant l'été 1975, et dirige les opérations militaires pour neutraliser la «gauche» militaire, le 25 novembre 1975. Pour le récompenser, il est nommé chef d'état-major de l'armée, mais aussi président du Conseil de la Révolution, jusqu'à sa dissolution en 1982. Elu président de la République à deux reprises pendant dix ans (de 1976 à 1986), il est soutenu par l'alliance PS-CDS-PS, bien qu'il se plaigne que les parlementaires de ces partis limitent ses pouvoirs. Soucieux de continuer à jouer un rôle politique, il crée le PRD (Parti du renouveau démocratique) mais après un succès initial (45 députés sur 250), ce parti périclète en l'espace de trois ans, et Eanes l'abandonne en 1990 pour se consacrer à... un doctorat de sciences politiques !

³² Courrier hebdomadaire du CRISP ,1975/6, n° 672, *op. cit.*

³³ Cf. sur son site officiel : la liste des entreprises qu'il contrôle : <https://www.josedemello.pt/empresas/>.

Duarte Ferreira (famille) : dépourvu de diplôme et de piston familial, Eduardo Duarte Ferreira (1856-1948) fonde un petit atelier qui construit une charrue en métal ; l'atelier devient une entreprise métallurgique, puis un groupe international (machines agricoles, presses, pièces pour automobiles, locomotives, camions militaires, et... articles domestiques). Patron ultra paternaliste, apprécié du régime de Salazar, il crée le premier système d'aide sociale du Portugal dans sa petite ville natale et pour ses ouvriers. En 1974, l'entreprise compte 2 300 salariés. Le groupe sera liquidé et vendu entre 1994 et 1996 et ses installations seront reprises par d'autres sociétés.

ELP (Exército de Libertação de Portugal, Armée de libération du Portugal) : organisation terroriste d'extrême droite créée par un ancien vice-directeur de la PIDE-DGS en janvier 1975 à Madrid et qui organisa des attentats contre des sièges du PCP (surtout dans le Nord), de groupes d'extrême gauche et l'ambassade de Cuba.

Espirito Santo : nom d'une dynastie de banquiers portugais, puis après 1975 d'un groupe financier international. Si un premier établissement bancaire fut fondé en 1884 par José Maria Espírito Santo Silva, le Banco Espírito Santo proprement dit fut créé en 1920 par ses enfants. En 1974, elle est la deuxième banque la plus importante du pays et dispose d'un très solide réseau international qui lui sera fort utile lors de sa nationalisation, en 1975, et de «l'exil» (doré) de ses dirigeants.

Jusqu'en 1974, *«le groupe Espirito Santo est leader sur le marché national du sucre (avec la Sociedade Agrícola do Cassequel, en Angola, la Sociedade Agrícola do Incomati, au Mozambique et la raffinerie de Sores sur le continent) et du café (avec les plantations de café de la Companhia Angola de Agricultura et l'industrie de torréfaction de Tofa à Lisbonne) ; en Angola, il possède la Sociedade Agrícola do Quanza Sul, avec plusieurs milliers d'hectares de cultures diversifiées, et occupe une position importante dans l'exploration pétrolière (en Angola, elle est l'un des principaux partenaires de Petrangol et de Purfina, et en Angola métropolitain, elle participe à deux raffineries appartenant à l'État - Sacor et Sopa). [...] Dans le domaine industriel, le Groupe Espirito Santo détient des participations dans la Companhia Portuguesa de Celulose, Socel, INAPA, Firestone Portugal, Gás Cidla, Marconi, Central de Cervejas, Tabaqueira Intar et l'entreprise textile angolaise Siga, Cervejas da Angola; il est le principal actionnaire de la Companhia Portuguesa de Electricidade et détient une participation dans l'important groupe portugais Ammonia.»* (M.A. Pedroso de Lima, 2003)

Le groupe reprend ses activités au Portugal en 1986 et est actif en Angola, au Brésil et en Espagne, mais la banque est mise en liquidation en 2016, notamment à cause de sa mauvaise gestion.

Fabião, Carlos Alberto Soares (1930-2006) : major ayant servi en Guinée portugaise, membre du mouvement des capitaines, puis successivement de la Junte de salut national, du Conseil d'Etat et du Conseil de la révolution.

FNLA (Frente Nacional de Libertação de Angola): mouvement créé en 1956, soutenu après l'indépendance par le Zaïre de Mobutu. Il n'a que peu participé à la guerre civile (1975-2002) et est devenu un parti politique depuis 1992, avec un seul député aujourd'hui.

Freitas do Amaral, Diego (1941-2019): professeur d'université, député, plusieurs fois ministre, président du CDS-Partido Popular, il fit partie de ceux qui réformèrent la Constitution (jugée trop «à gauche») en 1982 et supprimèrent le Conseil de la Révolution avec l'appui de la droite et du PS.

FRELIMO (Front de libération du Mozambique) : créé en 1962, ce mouvement résulte de la fusion de plusieurs mouvements nationalistes. En 1974, il négocie l'indépendance du pays avec le Portugal. Il devient officiellement «marxiste-léniniste» en 1977 et le restera jusqu'en 1989. Il demeure au pouvoir jusqu'à aujourd'hui.

FSP (Frente Socialista Popular) : scission de «gauche» du Parti socialiste portugais, héritière du MSP de Manuel Serra dont le groupe fut accepté au sein du PS pendant quelques mois après le 25 avril 1974. Le PSP soutient la candidature d'Otelo Saraiva de Carvalho aux présidentielles de 1976 et appartient à un front électoral avec le MDP/CDE et le PCP jusqu'en 1978. Manuel Serra accompagne brièvement les projets du FUP avec Otelo et les Forças Populares 25 Abril, mais il abandonne rapidement ce courant, car il n'a pas envie d'être compromis par ses actions clandestines.

FUR (Frente de Unidade Revolucionaria) : front créé le 25 août 1975 qui regroupe le PCP, le MDP/CDE, le MES ; le FSP, la LUAR, la LCI (minuscule groupe trotskiste) et le PRP/BR, avec l'intention de soutenir et

de faire pression sur le 5e Gouvernement provisoire et en réaction aux manifestations promues par le PS. Ce front n'aura qu'une durée éphémère d'autant plus que le PC s'en retirera.

GDUP (Grupos Dinamizadores de Unidar Popular): organisation «antifasciste» créée en octobre 1976, suite au FUP, front électoral de groupes d'extrême gauche (PRP, MES, UDP, PCP-R, LCI, FSP) qui avait soutenu Otelo Saraiva de Carvalho aux présidentielles de juin 1976. Dirigés officieusement par Otelo, les GDUP arrêterent leurs activités à la fin de l'année suivante, notamment parce que, aux élections locales de 1976, leurs candidats n'obtinrent que 2,5% des voix mais aussi parce qu'une partie des groupes participants l'abandonnèrent, soit immédiatement soit après les premières actions armées commises par les FP-25. Les GDUP donnèrent naissance dans les années suivantes à une nébuleuse d'organisations légales (Organizaçao Unitario dos Trabalhadores ; Força de Unidade Popular, composées surtout de militants issus d'une scission du PRP ; Comités de lutte contre la répression politique) mais aussi clandestines (FP-25, Forças Populares Abril) dans le cadre d'un mythe « Projet Global » défendu par Otelo. Les FP-25 projetaient d'enlever des hommes politiques et des patrons pour obtenir des rançons ; ils organisèrent des attentats ; ils liquidèrent le directeur de l'administration pénitentiaire, deux patrons, tuèrent une dizaine de flics, non sans faire quelques «victimes collatérales» ; ils attaquèrent des banques, des hôtels des impôts et des véhicules de transferts de fonds, tout cela en invoquant un péril fasciste imminent et la nécessité de préparer une insurrection armée. Pour finir, une cinquantaine de personnes (dont Otelo qui fut très bavard dès son arrestation, vu qu'il avait tout noté dans des petits carnets saisis par la police à son domicile !) furent arrêtées en 1984. La plupart furent condamnées à de lourdes peines de prison, mais seules quatre d'entre elles (dont trois repentis arrêtés en 1983) furent condamnées pour des crimes de sang. Quant aux autres détenus politiques, ils furent amnistiés en 1996.

GNR (Garde nationale républicaine) : fondée en 1911, cette force militaire a une capacité d'intervention sur tous les terrains concernant la sécurité publique, de la répression des grèves et des manifestations, à la surveillance et l'arrestation des opposants politiques. Elle est active dans les campagnes ainsi que les villes petites et moyennes, quadrillant ainsi tout le territoire.

Gonçalves, Vasco (1921-2005) : colonel ayant combattu dans les colonies, il rejoint le MFA en décembre 1973, et proche du PCP. Membre du Conseil de la Révolution en mars 1975. Premier ministre dans les 2^e, 3^e, 4^e et 5^e Gouvernements provisoires, il mit en place un grand plan de nationalisations (banques, assurances, transports, la CUF, la Lisnave, etc.), soutient l'occupation de milliers d'hectares principalement dans l'Alentejo, ainsi que l'unification syndicale sous la houlette du PC, ce qui soulève l'hostilité du PS et de la droite (CDS, PPD).

Gonçalvisme et gonçalvistes, cf. Gonçalves, Vasco.

Grácio, Rui dos Santos (1921-1991): professeur de lycée, chercheur en sciences de l'éducation, secrétaire d'État à l'orientation éducative dans les Gouvernements provisoires n°1 et 2, il est l'un des fondateurs et dirigeants du Parti socialiste.

«Groupe des Neuf» : créé au sein du Conseil de la Révolution et dirigé par Melo Antunes, ce groupe devint rapidement hégémonique au sein du Conseil. Il contribua à diminuer le pouvoir global du MFA et à augmenter celui du PS et des partis de droite.

Guinée-Bissau : région colonisée par le Portugal en 1879, elle obtient son indépendance en 1974 grâce à la lutte militaire du PAIGC, mais doit se séparer du Cap-Vert en 1980.

Gulbenkian, Fondation : Calouste Sarkis Gulbenkian (1869-1955), ingénieur, expert financier et homme d'affaires, fit fortune dans le pétrole et acheta plus de 6000 œuvres d'art. Il soutint financièrement des organisations humanitaires et religieuses de la diaspora arménienne dont il était originaire. Son héritage permit de créer la Fondation (en 1956) et le Musée (en 1975) portant son nom au Portugal. La Fondation est également active en France et au Royaume-Uni.

Ilhas : «À Porto, ce n'est pas tant la bourgeoisie industrielle qui investit dans le logement de ses travailleurs que la petite et moyenne bourgeoisie disposant de petites économies et profitant de l'arrière-cour de leur maison ou du terrain situé à l'arrière de leur résidence pour construire de minuscules maisons louées par la suite à des prix élevés. Ainsi, au tournant du XIX^e siècle, près de la moitié de la population [de Porto] vit sur des îlas [...] situées à proximité des principaux noyaux industriels ³⁴». Comme l'explique Wikipedia en

³⁴ Article d'Helena Vilaça tiré de *Associativismo e movimentos sociais – modalidades de participação*, Faculté de lettres de Porto 1994, <https://ler.letras.up.pt/uploads/ficheiros/1318.pdf>.

portugais : *«Les maisons bourgeoises étaient construites sur les 30 premiers mètres de la rue, et il restait environ 70 mètres à l'arrière des maisons. Le propriétaire ouvrait un passage sous la maison par un couloir jusqu'au fond de la cour, d'une largeur de 1 à 2 mètres, et construisait de part et d'autre de petites habitations précaires. Il s'agit de petites habitations dont la surface ne dépasse pas 16 m² (certaines ne font que 9 m²), construites en rangée (parfois aussi dos à dos), dans les cours des maisons bourgeoises qui donnent sur la rue. Les façades de ces habitations mesuraient généralement environ 4 mètres de long, avec une porte et une fenêtre (qui donnait sur le couloir central). La première pièce, qui occupait presque toute la maison, était le salon. Au fond, il y avait une chambre à coucher de 2,5 m sur 1,5 m et une cuisine de 1,5 m sur 1,5 m. Parfois, une petite pièce était improvisée dans le couloir central. Parfois, une petite pièce était improvisée dans le grenier. Il y avait, en moyenne, un toilette pour 5 maisons.»*

Institut national du travail et du bien être (*sic !*): créé en 1933, aux débuts de la dictature de Salazar, cet organisme est censé veiller à l'application des lois sur la «protection» (traduire le contrôle policier) des travailleurs et des lois à caractère «social» (corporatistes, donc).

Intersindical : *«L'Intersindical naquit en octobre 1970, lorsque les syndicats des métallurgistes, des caissiers de Lisbonne, des filatures de laine et des employés de banque convoquèrent une réunion en présence de treize syndicats et commencèrent à imaginer une structure de coordination des luttes syndicales. L'Intersyndicale initia une lutte pour le salaire minimum alliée à la lutte pour les libertés d'association, d'expression et de réunion. L'action de l'Intersyndicale continua jusqu'en avril 1974, date à laquelle elle se transforma en Centrale unique des travailleurs, au sein de laquelle le PCP exerça une influence beaucoup plus grande que celle qu'il avait eue dans le mouvement ayant donné naissance à cette structure.»* (Mendes Abadia, 2010).

Junta de freguesia : plus petite sous-division administrative au Portugal. Le pays est divisé en 5 régions administratives (sans attribution financière ni représentation élue), 2 régions autonomes (Madère et les Açores, dotées, d'attributions réelles).*«Viennent ensuite, par ordre décroissant, les distritos – au nombre de 18 –, et les près de 308 municípios, échelon immédiatement inférieur aux distritos. Finalement, la plus petite unité au niveau local est la freguesia – au nombre de 4252 –, structure qui correspond à l'ancienne paroisse française, en l'occurrence la paroisse civile. (...) Les municípios sont divisés en freguesias ; celles-ci disposent de compétences propres (l'entretien des voies publiques, les travaux publics, la mise en œuvre du recensement électoral et la gestion des biens propres) et de compétences partagées avec les municipalités (en matière de développement local et de protection de l'environnement ; en matière de salubrité et de santé, de protection de l'enfance et du troisième âge, de culture, d'éducation et de sport). Une caractéristique bien particulière est que ces freguesias peuvent représenter une ville ou un village, ou bien encore un quartier d'une ville. Ses organes sont l'assemblée et le comité de freguesia. (...) Précisons également que les membres de l'assemblée de freguesia (qui établit les taxes et administre les eaux publiques) sont élus au suffrage universel direct à la proportionnelle pour quatre ans. Le comité exécutif de la freguesia, appelé «Junta de freguesia», est élu par l'assemblée de la freguesia pour quatre ans, et met en œuvre les décisions de l'assemblée³⁵».*

Junta de Salut National (Junta de Salvação Nacional) : Après le coup d'Etat du 25 avril 1974, la Commission de coordination du programme du MFA remit le pouvoir à la Junta de salut national (JSN) composée de 7 officiers provenant de l'armée de terre (le général Spínola, également président de la Junta ; le général Costa Gomes et le général de brigade Silvério Marques) ; de la marine (les capitaines Rosa Coutinho et Pinheiro de Azevedo) et de l'armée de l'air (le colonel Galvão de Melo et le général Neto). La Junta dirigea la République collectivement, puis désigna Spínola comme chef de l'État en mai. Ce dernier démissionna après le coup raté du 28 septembre 1974 ainsi que ses compères Silvério Marques, Neto et Galvão de Melo, remplacés par cinq autres officiers. La Junta exista jusqu'à la tentative de coup d'État du 11 mars 1975, et fut remplacée par le Conseil de la Révolution qui, lui, ne fut dissous qu'en septembre 1982.

Legião Portuguesa : organisation paramilitaire créée en 1936. Cette milice chargée de la défense civile pendant la seconde guerre mondiale collaborait avec la PIDE en mobilisant des informateurs et servait aussi à réprimer les manifestations et les grèves.

³⁵ Maria da Conceição Varela, «Traduire l'organisation de l'administration locale au Portugal», 2009, Dialnet-TraduireLorganisationDeLadministrationLocaleAuPort-3199538.pdf.

Lourenço, Vasco Correia (1942-) : officier ayant participé aux guerres coloniales (Guinée), il est membre de la Commission politique du MFA, puis, successivement, du Conseil d'État, du Conseil des 20 et du Conseil de la Révolution jusqu'à la disparation de cet organe en 1982.

LUAR (Ligue d'unité et d'action révolutionnaire) (1967-1976): petit groupe d'extrême gauche, «guévariste», prônant la lutte armée et procédant à des expropriations de banques. *«La LUAR, autre groupe militariste, a connu des transformations profondes (apport d'ex-maoïstes notamment). La LUAR a une structure organisationnelle beaucoup moins rigide que celle du PRP et c'est ce qui explique le rôle de nombre de ses groupes locaux dans les occupations de terres, de palais et de maisons vides» dans les années 1974-1975* (Bernardo, 1975). Deux des fondateurs terminèrent l'un au PPD-PSD, l'autre au PS.

Maia, Salgueiro (1944-1992): fils de cheminot, cet officier participa à la guerre coloniale et adhéra au mouvement des capitaines en 1973 qui devint le MFA. Il commanda la colonne blindée qui força la reddition de Caetano et réussit à éviter un bain de sang le 25 avril par son sang-froid et ses capacités à négocier. Son refus d'accepter un certain nombre de postes prestigieux (membre du Conseil de la Révolution*, attaché militaire, gouverneur civil) contribua également à lui procurer la stature d'un «héros» sympathique, personnage de romans, de films et de séries.

Maison du peuple (Casa do povo) : structure associative locale de l'*Estado Novo*, État corporatiste mis en place en 1933 par Salazar. Cette structure, très présente dans les campagnes, prétendait à la fois animer la vie économique, sociale et culturelle et «défendre les intérêts» des travailleurs agricoles (ceux que le régime fasciste jugeait légitimes), tout en fournissant des services d'assistance sociale... très réduits.

Maison des pêcheurs : élément de base du contrôle territorial, tout comme les maisons du peuple dans les campagnes, il est censé organiser ensemble les pêcheurs, les entreprises de pêche, les armateurs et les propriétaires de bateaux pour «aider» (surveiller attentivement) les marins, distribuer quelques aides sociales, et organiser les ventes de poissons. Ces maisons ont disparu en 1976 pour être remplacées par des caisses de prévoyance et d'allocations familiales pour les pêcheurs professionnels.

Marcelismo : politique mise en œuvre par Marcelo Caetano, ministre des Colonies, qui devint président du Conseil en 1968 suite à la maladie, puis la mort du dictateur Salazar, au pouvoir depuis 1926

Marques, Jaime Silvério (1915-1986) : gouverneur de Macao, membre de la haute bureaucratie militaire, il est nommé commandant en Angola, puis collabore avec Spínola en Guinée. Arrêté le 25 avril par des militaires rebelles, il est libéré aussitôt pour devenir... l'un des 7 membres de la Junte de salut national ! Il en sera écarté après la tentative ratée de manifestation de la «majorité silencieuse», à la fin septembre 1974.

Martins Pereira, João (1932-2008): ingénieur, auteur d'ouvrages économiques d'orientation marxiste, et fondateur du MES, il fut brièvement secrétaire d'Etat à l'Industrie et à la technologie dans le 6^e Gouvernement provisoire et s'occupa des grandes entreprises industrielles qui avaient été nationalisées (la sidérurgie, l'industrie du ciment, les chantiers navals, la chimie lourde, la pétrochimie et l'industrie de la cellulose). Une fois sa tâche achevée, il quitta le gouvernement, soutint la candidature aux présidentielles d'Otelo de Carvalho en 1976 puis, en 1999, la fondation du Bloque de Esquerda (Bloc de gauche).

Mau-Mau, révolte des : mouvement paysan insurrectionnel survenu durant les années 1952-1956 au Kenya. Expropriés de leurs terres, les Kikuyu se révoltent contre la colonisation. Comme l'armée britannique est beaucoup mieux équipée et expérimentée, elle se livre à une répression sanglante et à des dizaines de milliers d'arrestations.

Melo, Galvão de (1921-2008): militaire membre de la Junte de salut national en 1974, il en est exclu par la «gauche» militaire après le 28 septembre 1974 Député apparenté au CDS puis candidat aux présidentielles de 1980.

Melo Antunes, Ernesto Augusto de (1933-1999): envoyé trois fois combattre en Angola entre 1963 et 1973, il est le co-auteur de plusieurs documents programmatiques fondamentaux du MFA. Ministre dans les 2^e et 4^e Gouvernements provisoires, il fit partie du Conseil des Vingt, et du Conseil de la Révolution. *«[...] il présenta un plan à la veille du coup d'État du 11 mars 1975, qui devint le Deuxième Programme du MFA ; «ce plan prenait en compte l'importance du capitalisme privé et d'un Etat qui jouerait le rôle d'un mécanisme de contrôle et de redistribution du capital entre différents secteurs dont le MFA déciderait quels étaient les plus essentiels» (Mailer, 1978). Le plan de Melo Antunes cherchait à établir un compromis avec les monopoles : seulement 51% des grands monopoles seraient nationalisés ; ils continueraient à préserver leur domination mais devraient accepter d'améliorer un peu la condition des travailleurs. En raison de l'opposition populaire,*

le coup d'État de Spinola fut étouffé le 11 mars 1975 et, dès lors, le MFA assumait ouvertement le contrôle du gouvernement.» (Mendes, Abadia, 2012). Par la suite, Melo Antunes, fut l'un des principaux rédacteurs du «Document des Neuf» en août 1975 et rejoignit officiellement le PS en 1991.

Mello : Propriété de la famille Mello, «*la CUF est à la tête du plus puissant groupe industriel portugais: il détient plus du dixième du capital social de toutes les sociétés portugaises. A partir d'une usine de savon créée en 1864, la CUF a progressivement étendu ses activités à l'industrie chimique, à l'industrie textile, à la cellulose, au papier, puis à l'industrie métallurgique, aux chantiers navals, aux transports maritimes, au raffinage du pétrole et à la pétrochimie. Elle contrôle la première banque d'affaires du pays (Banco Totta e Açores), le groupe d'assurances le plus actif, l'industrie alimentaire et la construction immobilière, possède des chaînes de supermarchés, d'hôtels, de restaurants et de casinos*³⁶.» Évidemment la CUF s'intéresse aux colonies, donc à l'Angola, où elle investit dans «le secteur bancaire, le commerce, les plantations, le cuivre, la chimie, le textile, le matériel électrique et électronique». Lors de sa nationalisation en 1975 le groupe Mello regroupait 180 entreprises, plus de 110 000 salariés et son activité 5% du PIB de l'époque. Et il continue à prospérer³⁷.

MES (Movimento da Esquerda Socialista): ce petit parti créé en février 1975 regroupant des ex-membres de la CDE, des étudiants et des syndicalistes catholiques de gauche se réclame au départ du marxisme et de la dictature du prolétariat. Certains de ses militants occupaient des postes influents au sein du MFA. Par la suite de nombreux cadres du MES ont rejoint le Parti socialiste.

MFA (Movimento das Forças Armadas) : formé au départ par de jeunes capitaines engagés dans les guerres coloniales, ce groupe de militaires s'opposa de plus en plus au régime de Salazar/Caetano et finit par le renverser le 25 avril 1974. Traversé par plusieurs tendances politiques dès le départ (de la droite à l'extrême gauche), il exerça le pouvoir jusqu'en novembre 1975. Sur les cinq premiers Gouvernements provisoires, quatre furent dirigés par le général Vasco Gonçalves, proche du PCP. Les deux présidents de la République (les généraux Spinola et Costa Gomes) durant ces deux ans furent nommés par les sept membres de la Junte de salut national*, issue du MFA, puis par le Conseil de la Révolution*. Rappelons que jusqu'en 1986 – année de l'intégration du Portugal dans la Communauté économique européenne –, le président de la République fut un militaire (le général Ramalho Eanes).

Mortagua, Carlos (1934-) : en 1961, il participe à deux opérations : le détournement du paquebot *Santa Maria* pour soutenir le général Humberto Delgado, puis le détournement d'un avion de la TAP pour distribuer 100 000 tracts au-dessus de Lisbonne et plusieurs autres villes. En 1967, il dévalise une banque avec trois autres militants. Un mois plus tard, réfugié en France, il fonde la LUAR. En avril 1975 il participe à l'occupation d'un immense domaine de 1 700 hectares, occupation qui sera l'objet du documentaire de Thomas Harlan Torre Bela³⁸.

MPLA : né en 1956 de la fusion entre le Parti communiste angolais et le Parti de la lutte unifiée pour les Africains en Angola, par des militants angolais, mozambicains, bissau-guinéens et cap-verdiens, le MPLA conquiert le pouvoir en 1975, tout en combattant deux autres mouvements, l'UNITA et le FNLA, soutenus par les États-Unis, l'Afrique du Sud et le Zaïre (mais aussi la France). La guerre civile entre ces organisations durera jusqu'en 2002.

MRPP/PCOP (Mouvement de réorganisation du parti du prolétariat/Parti communiste ouvrier portugais) : ce groupe maoïste créé en 1970, «résulte de la fusion d'un groupe étudiantin (EDE) et d'un secteur des jeunes ouvrières du PCP. C'est le seul groupe maoïste de cette période qui a une petite implantation ouvrière mais il la perdra assez vite» (Bernardo, 1975). Rebaptisé PCTP en décembre 1976, il s'est fait connaître par ses peintures murales dans les années 1974/1975 et ses violents discours contre le PCP. «Le MRPP refuse toute alliance et combat toute autre organisation. Tout ce qui naît en dehors de son influence est considéré comme réactionnaire ou inexistant. Il se désintéresse des commissions de travailleurs. Le MRPP est une organisation activiste qui déploie une intense activité publicitaire et c'est ce qui explique la renommée mondiale d'une organisation dont l'importance effective est minime.» (*idem*)

³⁶ Courrier hebdomadaire du CRISP, 1975/6, n° 672, op. cit.

³⁷ Cf. sur son site officiel : la liste des entreprises qu'il contrôle : <https://www.josedemello.pt/empresas/>.

³⁸ Cf. <https://www.youtube.com/watch?v=L6OiWT38gvk>.

Murteira, Mario (1933-2013) : économiste «de gauche», professeur d'université, auteur de nombreux livres et d'innombrables articles et rapports institutionnels. Il est ministre des Affaires sociales dans le premier Gouvernement provisoire (1974) et ministre de la Planification et de la Coordination économique dans les 4^e et 5^e Gouvernements provisoires (1975).

Neto, Manuel Diogo (1924-1995) : fidèle serviteur du régime salazariste dans les colonies (Angola, Guinée Bissau et Mozambique), il est grimpe tous les échelons jusqu'à celui de général en 1973 ; politiquement proche de Spínola, il occupera le poste chef d'état-major de l'armée de l'air, entre le 29 avril 1974 et le 29 septembre 1974, et demandera sa retraite deux jours après que Spínola eut échoué, une première fois, à renverser le régime issu du 25 avril.

Neto, Agostinho (1922-1979): médecin et militant emprisonné à plusieurs reprises avant l'indépendance, il dirige le MPLA, soutenu par l'URSS et Cuba, et devient le premier président de la République populaire d'Angola en 1975.

Neves, Jaime (en réalité Jaime Alberto Gonçalves das Neves, 1936-2013) : officier ayant servi en Angola et au Mozambique, il est notamment responsable du massacre d'au moins 380 civils à Wiriyamu (Mozambique), en 1971, meurtres accompagnés de nombreux viols, même s'il a toujours nié ces crimes de guerre. Il a été promu colonel pour sa participation à la répression contre le coup d'État du 25 novembre 1975. Retraité, il a fondé une société de sécurité privée dont l'uniforme fait allusion aux commandos qu'il a dirigés et qui est présente dans les... ex-colonies portugaises !!.

Padre Max, de son vrai nom Maximino Barbosa de Sousa (1943-1976) : prêtre, enseignant et militant politique sous le salazarisme, candidat indépendant sur les listes du groupe maoïste de l'União Democrática Popular, il meurt dans un attentat à la voiture piégée le 2 avril 1976 avec sa passagère, Maria de Lurdes Ribeiro Correia, sympathisante de l'UDP. Il s'agit du premier assassinat politique après la révolution du 25 avril 1974.

PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert): parti politique créé en 1956 et soutenu par l'URSS. En Guinée continentale, ses 10 000 soldats combattent les 35000 soldats portugais. Une fois l'indépendance acquise, il se transforme en PAICV (Parti pour l'indépendance du Cap-Vert) en 1980, suite à la séparation avec la Guinée-Bissau. Il dirige seul le pays jusqu'en 1990, date à partir de laquelle il alterne au pouvoir avec le Mouvement pour la démocratie.

Palma Carlos, Adelino (1905-1992): professeur d'université, avocat de nombreux opposants (modérés) au salazarisme, lié à d'importants groupes capitalistes, il est choisi par Spínola comme Premier ministre du 1^{er} Gouvernement provisoire (du 16 mai au 18 juillet 1974). Il fonde le PPD en 1975

Partido Liberal : parti d'extrême droite, fondé le 28 mai 1974 par des salazaristes et des dissidents monarchistes il est opposé à la décolonisation. Organisateur de la manifestation de la «majorité silencieuse» prévue le 28 septembre 1974, il est interdit suite à l'échec de ce coup politique

Partido do Progresso/Movimento federalista português : parti d'extrême droite, composé de «nationalistes-révolutionnaires» et de monarchistes, créé le 6 mai 1974 et opposé à l'indépendance des colonies. *«Le MFP entretient des relations étroites avec les associations de colons blancs [...] La défense de l'empire colonial portugais était la principale priorité politique du MFP-PP, qui prônait "l'autodétermination du Portugal à travers une fédération intégrée" et la sauvegarde de son autonomie face à la convoitise géopolitique des grandes puissances de l'époque – les États-Unis et l'Union soviétique. Utilisant le langage des mouvements de libération, le MFP le subvertit [...] ; sous un nouveau discours, d'apparence démocratique et d'essence néo-fasciste, il ne fait que continuer à proposer l'idéal impérialiste de la nation une et indivisible qui caractérisait la propagande de l'Estado Novo. [...] Le MFP-PP a été déclaré illégal à la suite de l'échec de la tentative de coup d'État, le 28 septembre 1974 [...]. Certains cadres de ce mouvement-parti ont ensuite rejoint les réseaux de bombes de l'ELP et du MDLP [...]. Après le 25 novembre 1975, les militaires du MFA ont conclu un pacte avec ces éléments, leur accordant une amnistie de facto afin qu'ils déposent les armes et retournent au Portugal [...]. Peu d'auteurs d'attentats ont été traduits en justice et la plupart n'ont pas été condamnés, certains d'entre eux retournant finalement à la vie universitaire et/ou professionnelle et rejoignant les rangs du CDS-PP et du PSD ³⁹.»*

Pato, Octavio (1925-1999) : militant du PCP dès l'âge de 15 ans, il participe activement à l'organisation des grèves de mai 1944 qui donnent lieu à des centaines d'arrestations ; capturé par la PIDE en 1961, il est

³⁹ <https://setentaquatro.pt/wiki/movimento-federalista-portugues-partido-do-progresso> .

torturé pendant des jours (tout comme sa compagne qui se suicidera en prison), puis condamné à 8 ans de détention. Libéré en 1970, il retourne dans la clandestinité et dirige notamment la publication du journal clandestin du Parti, *Avante*. Député et président du groupe parlementaire du PCP après le 25 avril 1974 et candidat à la présidence de la République en 1976.

PCP : le Parti communiste portugais «fut fondé en 1921 ; il défendit une stratégie favorable à la constitution d'un Front populaire et d'un grand bloc démocratique d'opposition au fascisme ; ce parti exerça une influence considérable sous le salazarisme, et bénéficia d'un soutien important parmi les intellectuels, les étudiants, les ouvriers et les paysans. [...] Pendant la période fasciste, le Parti communiste fut l'organisation politique clandestine la plus influente et la mieux organisée. Les déplorables conditions de vie des travailleurs et le rôle du Parti communiste dans l'Alentejo stimulèrent une forte conscience politique qui se manifesta clairement après le changement du régime politique, en 1974. [...] le PCP dénonça constamment l'extrême gauche, même si, à plusieurs reprises, ce parti fut amené à rechercher des alliances. Mais la radicalisation ouvrière dont le PCP avait tellement peur eut également des échos en son sein» (de nombreux militants d'extrême gauche militèrent d'abord au Parti avant d'en être exclus et de rejoindre des organisations maoïstes ou autres). «Cela explique pourquoi ce parti créa une organisation armée, apparemment indépendante mais qui suivait la même ligne que celle du Comité central, étant donné qu'elle était son bras armé. [...] Ainsi la direction du PCP envoya un groupe de militants suivre une formation militaire à Cuba ; parallèle à sa structure, cette organisation créée en 1968 s'appela d'abord les Forces armées de libération (FAL) ; elle entretint des relations avec la LUAR, avant d'être rapidement démantelée. Durant les années suivantes, le PCP mena des actions armées et consolida l'Action révolutionnaire armée (ARA, créée en 1970). Deux membres du PCP appartenaient à son Commandement central.» (Mendes Abadia, 2010). S'il comptait environ 3 000 membres en 1974, le PCP en revendique 50 000 aujourd'hui et a 6 députés sur 230 au Parlement.

PDC (Partido da democracia cristã): créé le 10 mai 1974, il a une petite implantation dans le Nord. Suspendu pour avoir soutenu la tentative de coup d'État du 11 mars 1975, ce parti a continué à sévir jusqu'en 2004. Son idéologie officiellement démocrate-chrétienne cachait mal ses affinités avec le salazarisme : nécessité d'une société hiérarchisée, coopération entre les classes, primauté de la «morale» et de la foi, financement par l'État de l'école privée, opposition à la décolonisation au nom d'un impossible «fédéralisme», etc.

PIDE (Police internationale de défense de l'État): si, sous la dictature de Salazar, les services de police politique changèrent plusieurs fois de nom, la PIDE est la plus tristement célèbre d'entre elles. Elle fut fondée en 1945, pour être remplacée en 1969 par la DGS, Direction générale de la sécurité, dont les membres tirèrent sur les manifestants le 25 avril 1974. Ses domaines de compétence étaient très larges puisqu'elle s'occupait des passeports, de l'administration des étrangers et des frontières, et intervenait également dans les querelles familiales, les conflits du travail et la surveillance des salariés à l'appel des patrons. Pratiquant fréquemment la torture, habilitée à garder les personnes en prison même si elles étaient acquittées, elle avait ses propres locaux (à Aljube, Caxias et Angra do Heroísmo) qui étaient des lieux de détention préventive... renouvelable. Elle n'hésitait pas à liquider les opposants politiques et à payer des informateurs au Portugal mais aussi dans d'autres pays, à commencer par la France. Elle intervint aussi dans les colonies contre les mouvements de libération. «La répression de la PIDE/DGS était sélective : entre 1945 et 1974, sur environ 15 000 détenus, il y eut une moyenne d'environ 400 détentions politiques par an. Il y a cependant eu des périodes marquées par des "pics" de détentions plus accentuées, à savoir entre 1946 et 1954, en 1958 et 1959 et entre 1961 et 1964⁴⁰.»

Pinay, Antoine (1891-1994): maire, député, sénateur avant la seconde guerre mondiale, pétainiste sous Vichy, «résistant» de la dernière heure, il est l'un des fondateurs du Centre national des indépendants et paysans, formation de droite qui recycla un certain nombre de partisans de Vichy. Violentement anticommuniste, il est hostile à l'indépendance des colonies françaises. Il s'illustre dans la répression des grèves de la SNCF et de la RATP quand il est ministre des Transports en 1950 sous la IV^e République. Il sera ministre des Finances sous les deux Républiques.

⁴⁰ Irene Flunser Pimentel, «O que foi a PIDE ? Funcões, poderes e métodos», <https://setentaequatro.pt/ensaio/o-que-foi-pide-funcoes-poderes-e-metodos> .

Pintado, Xavier (1925- 2016): technocrate au service du grand patronat et du secteur bancaire, secrétaire d'État au commerce sous le régime de Caetano, prof d'université, économiste et fondateur du CDS en juillet 1974.

Pires, António Elísio Capelo : officier à Macao, et dans les guerres coloniales em Angola et au Mozambique, il est nommé commandant de la région militaire du Nord en septembre 1975 et, à ce titre, joue un rôle important dans la répression du coup d'Etat du 25 novembre et est donc récompensé par sa nomination au Conseil de la Révolution entre 1975 et 1997.

Portas, Nuno : architecte, enseignant, il participe aux trois premiers Gouvernements provisoires. Ce membre de la haute technocratie «de gauche» s'intéresse à la politique du logement, à la réhabilitation et à la planification urbaine et la mise à jour de la législation sur l'urbanisme

PPD/PSD (Partido popular democrático): fondé en mai 1974, le PPD deviendra en 1976 le Partido social democrata (PSD) même si son adhésion à l'Internationale socialiste fut refusée. Il est dirigé, au départ, par les technocrates et les juristes dits «libéraux» qui voulaient réformer un peu le régime de Salazar puis de Caetano. Après le 25 avril, ce parti combat le PCP, les grèves et les occupations de terres, même si, lors de son congrès de fondation, le PPD alla jusqu'à se prononcer en faveur du passage de la cogestion à l'autogestion ! Il a participé à de nombreux gouvernements depuis 1976, a réussi deux fois à obtenir la majorité absolue au Parlement et a obtenu 77 députés (sur 230), aux dernières élections législatives de 2019.

PRP-BR : groupe guévarisant et tiersmondiste, né dans la clandestinité en 1973 et qui, en raison de ses attaques de banques et de convois de transport de fonds après le 25 avril, mais aussi de ses liens étroits avec la prétendue «gauche militaire», fut obligé d'arrêter ses activités en septembre 1978, lors de l'arrestation de ses dirigeants, et de se dissoudre en juin 1980. «*Sous Caetano, les BR se [livraient] exclusivement à des sabotages de l'appareil militaire colonialiste, sans être jamais pris par la PIDE. Les BR se [convertirent] en PRP fin 1973. Après le 25 avril les BR ont cherché à concilier les structures hiérarchisées et autoritaires d'un parti avec la défense de la lutte autonome des travailleurs, des comités d'usine. Mais [...] il est impossible de concilier ses structures organisationnelles avec le type de pratique des commissions de travailleurs*» (Bernardo, mai 1975)

PSP (Police de sécurité publique) : créée en 1867, elle dépend du ministère de l'Intérieur. Elle est censée «assurer l'ordre» dans les zones urbaines tandis que la GNR s'occupe des zones rurales.

Quina, Miguel : membre du conseil d'administration de la banque Borges e Irmão, l'un des principaux groupes économiques portugais avant 1974. Ce groupe contrôlait le Banco Borges & Irmão (fondé à Porto en 1874), la MABOR (société créée en 1938 et dotée en 1946 d'une usine fabriquant des pneus à Famalicão), la compagnie d'assurance Atlas, Icesa (construction et installations touristiques), la Companhia Portuguesa de Cobre (cuivre), Lanifícios da Covilhã (laine) et le Banco Comercial e Industrial de Angola, et il avait aussi investi dans deux quotidiens.

Radio Renascença (Radio Renaissance) : créé en 1936 par le Patriarcat de Lisbonne et la Conférence épiscopale portugaise, ce média catholique a toujours défendu des positions réactionnaires, ce qui motiva son occupation pendant quelques mois en 1975, par un certain nombre de travailleurs.

SAAL : «[...]le Fonds de développement du logement (FFH), organisme public de financement, lança, le 6 août 1974, le SAAL (Service ambulatoire de soutien local). Cette institution était composée d'» un personnel technique spécialisé censé soutenir, à travers les mairies, les initiatives des populations mal logées, afin de collaborer à la transformation de leurs propres quartiers en utilisant les ressources existantes et éventuellement des investissements» (Lúcia Bruno, 1983). Le projet du SAAL visait à institutionnaliser le mouvement social dans les quartiers et à empêcher les «occupations sauvages» qui contribuaient à une instabilité sociale nuisible pour le Gouvernement provisoire. Cet organisme était chargé de surveiller le choix des terrains destinés à l'implantation de quartiers d'habitation ; la mise en place des infrastructures – un système d'épuration minimal des eaux usées ; l'attribution des financements, le contrôle des normes et des types de crédits accordés aux habitants ; enfin, il prenait des mesures de planification urbaine qui, en général, avaient été prévues avant le 25 avril 1974. Ce projet, «lancé par l'architecte Nuno Portas, proche de la gauche socialiste, correspondait à la nécessité de chercher une solution rapide pour régler le problème du logement. Le pouvoir n'avait pas les moyens financiers et politiques de s'engager dans un programme classique de construction de logements. C'est pourquoi le SAAL défendit l'idée de l'auto-construction» (Mendes Abadia, 2012)

Sá Carneiro, Francisco (1934-1980) : avocat, catholique et adepte du «personnalisme⁴¹», il collabore avec le régime à partir de 1969 en prétendant le libéraliser, puis démissionne assez rapidement de son poste de député et commence à mûrir l'idée de créer un nouveau parti «républicain» et même «social démocrate» (selon ses propres termes). En mai 1974, il fonde le PPD qui se transformera en PSD en 1976. Député à partir de 1975 et brièvement Premier ministre durant l'année 1980, il meurt dans un accident d'avion, qui fut l'objet (déjà à l'époque !) de thèses complotistes.

Salazar, Antonio de Oliveira (1889-1970) : professeur d'économie politique, député pendant une brève période, ministre des Finances (choisi par les militaires) entre 1928 à 1932, il instaure, en 1933, la dictature de *l'Estado Novo* (l'Etat Nouveau) qui repose sur une Constitution votée par un référendum durant lequel les femmes votent pour la première fois ; un parti unique (l'Union Nationale) ; une organisation de jeunesse (à laquelle l'appartenance est obligatoire entre 7 et 14 ans) ; et une police politique (la PIDE) aidée par un réseau de mouchards omniprésent. Idéologiquement, son régime combine la prétendue «doctrine sociale» de l'Eglise avec le corporatisme fasciste, un anticommunisme fanatique (d'où son soutien à Hitler et Mussolini) et un nationalisme intransigeant, désireux de conserver son empire colonial à tout prix. «Dieu, Patrie, Famille» est la devise de ce régime qui n'oublie évidemment pas l'apologie des traditions et du travail. Mangeant à tous les râteliers pendant la Seconde Guerre mondiale, accueillant Juifs et réfugiés à condition qu'ils ne restent pas longtemps sur le territoire portugais, il réussit comme Franco à ne pas être renversé par les Alliés et il adhère évidemment à l'OTAN dès sa fondation en 1949 avec le fervent soutien de la Grande-Bretagne. Victime d'un accident cérébral en août 1968, il est remplacé au poste de président du Conseil des ministres par Marcelo Caetano en septembre 1968.

São Tomé : cette île proche du Gabon fut une colonie portugaise à partir de 1470, tout comme l'île de Principe, proche de la Guinée équatoriale, et servit au commerce triangulaire de la traite négrière. Même si l'esclavage y fut aboli en 1876, le travail forcé continua à être pratiqué, ce qui provoqua la révolte de Batepá en 1953. L'archipel de São Tomé e Príncipe devint indépendant en 1975.

Sarmiento Rodrigues, Manuel Maria (1899-1979) : franc maçon, vice-amiral, administrateur colonial (gouverneur en Guinée puis au Mozambique), ministre des Colonies et auteur de nombreux ouvrages historiques, ce représentant parfait du paternalisme colonialiste était surnommé (sans rire) «*l'amiral humaniste*» par ses admirateurs.

SEDES (Associação para o Desenvolvimento Económico e Social): cette «*association pour le développement économique et social*» créée en 1970 regroupe des technocrates de gauche, du centre et de droite, qui se disent «*humanistes*» et que l'on a fréquemment retrouvé dans les gouvernements et les cabinets ministériels après le 25 avril.

Siderurgia Nacional : la société est créée en décembre 1954 dans le cadre du premier «plan de développement» de *l'Estado Novo*. L'entreprise elle-même est inaugurée en 1961 en présence du président de la République. Comme le déclare le ministre de l'Économie «*Un pays sans aciérie n'est pas un pays, mais un jardin potager.*» Pour que Antonio Champalimaud puisse pleinement bénéficier de son cadeau de Noël Salazar lui accorde la concession et la licence pour l'exploitation exclusive de l'industrie sidérurgique au Portugal pendant dix ans. Elle sera nationalisée en 1975 puis de nouveau privatisée en 1994. Elle s'appelle aujourd'hui SN Seixal, et est contrôlée par l'entreprise espagnole Megasa.

Silva, Augusto Santos (1956-) : militant trotskiste dans sa jeunesse, il passe ensuite au MES, soutient la candidature aux élections présidentielles d'Otelo de Carvalho en 1976, puis du général Eanes en 1980. Il rejoint le PS en 1990 dont il sera député à sept reprises. Il sera aussi secrétaire d'Etat et ministre à trois reprises. Il est actuellement président de l'Assemblée nationale.

⁴¹ Courant du «christianisme social», partisan d'une «troisième voie» (?) entre capitalisme et socialisme. Philosophie conçue notamment par Emmanuel Mounier dans les années 1930 qui influença un certain nombre de catholiques et de protestants «de gauche» (la revue *Esprit* fondée en 1932 existe toujours) mais aussi des intellectuels de droite et d'extrême droite qui soutinrent le régime de Pétain et continuèrent à défendre des idées réactionnaires bien après la Seconde Guerre mondiale. Pour plus de détails : Jean-Louis Loubet del Bayle (1998), «Le mouvement personnaliste français des années 1930 et sa postérité», *Politique et Sociétés*, 17(1-2), <https://doi.org/10.7202/040106ar> .

Soares, Mário (1924-2017) : enseignant, avocat, député, puis ministre dans plusieurs gouvernements après 1974. Premier ministre à deux reprises et président de la République de 1986 à 1996. Militant de base au PC, puis cadre de différentes organisations servant de paravents aux stalinien, il est exclu en 1951 et fonde Resistência Republicana e Socialista en 1953. Emprisonné pendant trois ans, il est candidat en 1969 dans une coalition électorale avec des catholiques antifascistes, des socialistes anticommunistes et des monarchistes constitutionnels mais finit par s'exiler en France l'année suivante. Après le 25 avril, il défendra une ligne très hostile à toute remise en cause du capitalisme et s'alliera à plusieurs reprises avec les partis de droite pour contrer l'influence du PCP. Il fut l'un des plus ardents défenseurs de l'adhésion du Portugal à la CEE.

Spinola, António Sebastião Ribeiro de (1910-1996): activement engagé dans la guerre en Angola et en Guinée Bissau, il veut «réformer» la domination coloniale, ce qui explique pourquoi il soutient le «mouvement des capitaines», mais son objectif est d'organiser des référendums dans les colonies et d'imposer une période de transition. Nommé président de la Junte de salut national le 25 avril 1974, puis président de la République le 15 mai 1974, il tente à deux reprises de briser l'alliance entre le MFA et les partis de gauche (et certains partis de droite), le 28 septembre 1974 et le 11 mars 1975. Il s'enfuit après l'échec du coup d'Etat de 1975 en Espagne puis au Brésil et complot pour renverser le pouvoir. Il revient néanmoins au Portugal en 1976, est promu maréchal en 1981 et décoré par le socialiste Mario Soares en 1987 !

Tomás, Américo (1894-1987): engagé dans la marine, il est élu président de la République en 1958 avec le soutien de Salazar, poste qu'il occupe jusqu'au 25 avril 1974. Il part en exil quelques années mais revient au Portugal en 1980 pour y mourir quasiment dans la misère si l'on en croit la notice fort complaisante de Wikipedia en portugais !

Torraltá : «Club international de vacances» créé par Agostinho da Silva qui investit massivement au sud du Portugal, en Algarve, dans le tourisme et fut un pionnier du «capitalisme populaire», en clair du mirage du petit actionariat. La société existe toujours aujourd'hui, même si elle a connu beaucoup de péripéties.

Torres Campos, José de Melo (1932-2019) : ingénieur, directeur de l'Institut national de recherche industriel et directeur général de l'Industrie sous le régime Caetano, il devient secrétaire d'État à l'Energie dans les trois premiers Gouvernements provisoires. Il sera ensuite député socialiste (1976-1980), puis occupera alternativement des postes de direction dans les secteurs public et privé.

UDP (União Democrática Popular : groupe maoïste «pro-albanais» créé en 1974 et issu de la fusion de 3 groupes dits «marxistes-léninistes». En 1999, l'UDP crée avec un groupe trotskiste (le PSR) et un groupe d'anciens membres du PCP (Política XXI) le Bloc de Esquerda (Bloc de Gauche).

UNITA (União Nacional para a Independência Total de Angola): ce mouvement de libération soutenu par la Chine puis l'Afrique du Sud, les Etats-Unis, le Zaïre et la France tirait ses ressources du contrôle d'une partie des mines de diamant et du trafic d'ivoire, ce qui lui permit de lutter militairement contre le MPLA au pouvoir. Il s'est transformé en parti politique en 1992, et a remporté 90 sièges sur 220 aux élections de 2022.

Vilar, Emilio Rui da Veiga Peixoto (1939-): directeur de banque, il est secrétaire d'État au commerce extérieur et au tourisme dans le premier Gouvernement provisoire, avant de devenir successivement ministre de l'Économie dans les 2^e et 3^e Gouvernements provisoires, député du PS, ministre des Transports et des Communications du premier gouvernement constitutionnel (1976-1978). Il occupera ensuite différentes fonctions importantes dans le secteur bancaire et aussi, en parallèle, dans le domaine de la gestion culturelle, dans le public et le privé (théâtres et fondations).

OUVRAGES ET ARTICLES CITES :

Maria Antónia Pedrosa de Lima (2003), *Grandes famílias, grandes empresas. Ensaio antropológico sobre uma elite de Lisboa*, Etnografica Press, 2003 (disponible sur books.open.edition.org)

Danubia Mendes Abadia (2010), *Combate et les luttes sociales pour l'autonomie au Portugal durant la «Révolution des œillets» (1974-1978)*, travail universitaire présenté en 2010 et traduit dans Portugal, la révolution oubliée, tome I, Éditions Ni patrie ni frontières, 2018

Portugal, l'autre combat : classes et conflits dans la société, de F. Avila, C. Ferreira, B. Lory, C. Orsoni et Charles Reeve (Éditions Spartacus en juin 1975, disponible en ligne).

Raquel Varela, *História do Povo na Revolução Portuguesa, 1974-1975*, Bertrand Editora, 2014 (Peuple en révolution. Portugal 1974-1975, Agone, 2018, traduit par Hélène Melo)

Cristina Semblano, «Le Portugal à l'heure de la troïka ou l'élève modèle de la Grèce», *Lignes*, vol. 39, n° 3, 2012 (<https://www.cairn.info/revue-lignes-2012-3-page-162.htm>)

Phil Mailer, *Portugal 1974-1975, révolution manquée ?*, Les nuits rouges, 2019

João Bernardo, «De l'illégalité à la légalité», *Combat communiste*, mai 1975

João Bernardo, *Economia dos conflitos sociais*, Cortez Editora, 1991